



Actualisation du Document de Référence 2013

Rapport financier semestriel au 30 juin 2014 inclus

La présente actualisation du Document de Référence 2013 a été enregistrée auprès de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) le 5 août 2014, conformément à l'article 212-13 de son règlement général. Elle complète le Document de Référence 2013 enregistré auprès de l'AMF le 2 avril 2014 sous le numéro D.14-0272. Ce document a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires. Cette actualisation du document de référence peut être consultée sur les sites Internet de l'AMF (www.amf-france.org) et celui de l'émetteur (www.atos.net).

SOMMAIRE

Sommaire.....	2
A Personnes responsables	3
A.1 Responsable de l'Actualisation du Document de Référence	3
A.2 Attestation du responsable de l'Actualisation du Document de Référence	3
A.3 Responsables du contrôle des comptes	4
B Atos au premier semestre 2014.....	5
C Finance	7
C.1 Revue opérationnelle	7
C.2 Objectifs 2014	24
C.3 Revue financière	25
C.4 Etats financiers consolidés résumés semestriels	31
C.5 Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle pour la période du 1er janvier au 30 juin 2014	52
D Gouvernance d'Entreprise.....	53
D.1 Renouvellement et nomination d'administrateurs	53
D.2 Composition du Conseil d'Administration	53
D.3 Rémunération et actionnariat des dirigeants	53
E Evolution du capital	57
E.1 Informations de base.....	57
E.2 Dividendes	58
E.3 Calendrier financier	58
E.4 Contacts	58
E.5 Capital.....	59
F Litiges et réclamations	65
F.1 Litiges en matière fiscale et de contributions sociales.....	65
F.2 Litiges en matière commerciale.....	65
F.3 Litiges en matière sociale	66
F.4 Garanties de passif.....	66
F.5 Autres	66
G Implantation	67
H Table des matières détaillée.....	69

A PERSONNES RESPONSABLES

A.1 Responsable de l'Actualisation du Document de Référence

Thierry Breton

Président du Conseil d'Administration et Directeur Général d'Atos

A.2 Attestation du responsable de l'Actualisation du Document de Référence

J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans la présente Actualisation du Document de Référence 2013 sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'atteste à ma connaissance, que les comptes consolidés résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et le rapport semestriel d'activité (ci-joint) présente un tableau fidèle des événements survenus pendant les 6 premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions avec les parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

J'ai obtenu des contrôleurs légaux des comptes une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes donnés dans la présente actualisation ainsi qu'à la lecture d'ensemble de l'Actualisation du Document de Référence 2013.

Thierry Breton,

Président du Conseil d'Administration et Directeur Général d'Atos
Bezons, le 4 août 2014

A.3 Responsables du contrôle des comptes

Nomination et expiration des mandats

Commissaires aux comptes	Suppléants
Grant Thornton Victor Amselem <ul style="list-style-type: none">Nommé le 27 mai 2014 pour une durée de 6 exercicesDate d'expiration du mandat : à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2019	Cabinet IGEC <ul style="list-style-type: none">Nommé le 27 mai 2014 pour une durée de 6 exercicesDate d'expiration du mandat : à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2019
Deloitte & Associés Christophe Patrier <ul style="list-style-type: none">Nommé le 30 mai 2012 pour une durée de 6 exercicesDate d'expiration du mandat : à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2017	Cabinet B.E.A.S. <ul style="list-style-type: none">Nommé le 30 mai 2012 pour une durée de 6 exercicesDate d'expiration du mandat : à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2017

B ATOS AU PREMIER SEMESTRE 2014

8 janvier

Atos SE a annoncé la poursuite de son programme de rachat d'actions en mettant en œuvre, comme annoncé le 15 novembre 2013, une seconde tranche d'un montant de 115 millions d'euros. Cette tranche a été approuvée par l'Assemblée Générale Ordinaire du 27 décembre 2013 et comporte une finalité supplémentaire au programme de rachat d'actions, à savoir le paiement en actions Atos SE pour un maximum de 115 Millions d'euros au fonds de pension néerlandais des employés d'Atos au titre de l'accord final conclu le 18 décembre 2013. Ce montant s'ajoute au paiement en numéraire d'ores et déjà effectué pour 43 millions d'euros.

19 février

Atos a publié ses résultats annuels pour l'exercice clos le 31 Décembre 2013 et confirme son ambition d'introduire Worldline en bourse. Avec un chiffre d'affaires publié de 8 615 millions d'euros, quasi stable par rapport à 2012 à périmètre et taux de change constant, le Groupe a fortement amélioré sa marge opérationnelle à 645,2 millions d'euros, soit une hausse de 78,3 millions d'euros, représentant 7,5% du chiffre d'affaires. Ce chiffre s'inscrit parfaitement en ligne avec l'objectif de 7% à 8% annoncé en décembre 2010 dans le cadre du plan à 3 ans. La trésorerie nette a atteint 905 millions d'euros fin 2013. Le Groupe a généré, en 2013, 365 millions d'euros de flux de trésorerie disponible, également conforme à l'objectif de 350 millions à 400 millions d'euros annoncé lors du plan triennal 2011-2013. Les prises de commande du Groupe ont atteint 8,8 milliards d'euros. Le ratio prises de commande sur chiffre d'affaires a atteint à 105% (excluant Siemens pour lequel le contrat IT a été enregistré dans le carnet de commandes en juillet 2011).

17 avril

Atos a annoncé son chiffre d'affaires du premier trimestre pour l'exercice clos le 31 mars 2014. Le chiffre d'affaires s'est élevé à 2 064 millions d'euros, représentant une évolution organique de -1,8% par rapport au premier trimestre 2013 à périmètre et taux de change constants. Les prises de commande du Groupe ont atteint 1,671 milliards d'euros fin mars 2014. Le ratio prises de commande sur chiffre d'affaires a atteint à 81%. La trésorerie nette a été de 830 millions d'euros à la fin de la période. Tous les objectifs 2014 du Groupe sont confirmés et Worldline est entièrement mobilisé pour réaliser son introduction en bourse selon le calendrier prévu.

17 avril

En réaction aux récentes rumeurs parues dans la presse, Atos a confirmé avoir entretenu depuis plusieurs mois des discussions amicales avec Steria, y compris avec le Président du Conseil de Surveillance et le Gérant Exécutif de la société. Atos a indiqué à Steria par courrier que si la société souhaitait ré-initier le projet de rejoindre le Groupe Atos, le Conseil d'Administration d'Atos était prêt à maintenir les termes de son offre amicale, à 22 euros par action Steria en numéraire, et ce, jusqu'à la tenue de l'Assemblée Générale Extraordinaire de Sopra le 27 juin 2014.

25 avril

Atos SE a annoncé la mise en place de son plan d'actionnariat « Sprint 2014 » réservé aux salariés dans le cadre de l'article L. 225-138-1 du Code de commerce et de l'article L. 3332-1 et suivants du Code du travail. Cette opération permet de renforcer le lien existant entre le Groupe et ses collaborateurs en leur offrant la possibilité d'être plus étroitement associés aux développements et performances futures du Groupe.

7 mai

La filiale d'Atos, Worldline, a obtenu l'enregistrement de son document de base par l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) en date du 6 mai 2014. L'enregistrement du document de base a constitué la première étape du processus annoncé d'introduction en bourse de Worldline sur le marché réglementé d'Euronext Paris. L'opération restait soumise au visa de l'AMF sur le prospectus correspondant.

26 mai

Atos et Bull ont annoncé une offre publique d'achat (OPA) par Atos sur toutes les actions émises et en circulation composant le capital du Groupe Bull. L'offre d'Atos aux actionnaires de Bull est fixée à un prix de 4,90 € par action en numéraire, représentant une prime de 22% par rapport au cours de clôture de 4,01€ de Bull le vendredi 23 mai 2014, dernier jour de bourse avant le 26 mai, et une prime de 30 % sur la moyenne du cours de l'action Bull pondérée par les volumes sur les 3 derniers mois (3,77€). L'offre a porté également sur les OCEANes Bull en circulation au prix de 5,55€ par OCEANE. L'offre a valorisé la totalité du capital de Bull sur une base totalement diluée à environ 620 millions d'euros. L'offre est conditionnée à l'obtention d'un seuil de succès de 50% + 1 action du capital de Bull. Atos a l'intention de procéder au retrait de la cote des actions Bull soit par voie d'une offre de retrait obligatoire ou soit par le biais d'une fusion ultérieure entre les deux sociétés.

27 mai

L'Assemblée Générale annuelle des actionnaires d'Atos SE s'est réunie ce jour sous la présidence de Monsieur Thierry Breton, Président- Directeur Général de la Société. La totalité des résolutions proposées par le Conseil d'administration a été adoptée à une large majorité. L'Assemblée Générale a notamment approuvé le versement d'un dividende au titre de l'exercice 2013 à hauteur de 0,70 € par action, ainsi que l'option pour le paiement du dividende en actions ou en numéraire. L'Assemblée Générale a également renouvelé les mandats d'administrateur de Madame Colette Neuville et de Messieurs Nicolas Bazire, Roland Busch et Michel Paris. Enfin, conformément aux recommandations du Code AFEP-MEDEF, l'Assemblée Générale a émis, à hauteur de 94,26% des voix, un avis favorable sur les éléments de rémunération due ou attribuée au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2013 à Monsieur Thierry Breton, Président-Directeur Général.

6 juin

Atos a déclaré le dépôt auprès de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) d'un projet d'offre publique d'achat (OPA) visant toutes les actions et instruments émis et en circulation composant le capital du Groupe Bull et a obtenu le soutien de Crescendo Industries, de la société Pothar Investments, du groupe Orange et de la BPI représentant un engagement d'apport total de 35,5% du capital de Bull à l'offre.

11 juin

Atos a annoncé l'acquisition de Cambridge Technology Partners, société parmi les leaders du conseil informatique en Suisse. Avec ses 300 salariés, Cambridge a réalisé un chiffre d'affaires de 40 millions de Francs suisses (€ 35 millions) pour l'exercice 2013. Sur son marché, l'entreprise bénéficie d'une excellente réputation en tant que spécialiste du marketing des données digitales, de la gestion des accès sécuritaires et des lieux de travail, au-delà de ses activités plus traditionnelles de conseil technologique et commercial.

26 juin

Atos a annoncé le succès de l'introduction en bourse sur le marché réglementé Euronext Paris de Worldline, filiale d'Atos SE, une société leader européenne et un acteur mondial de référence dans le secteur des paiements électroniques. Fixée à 16,40 euros par action, la taille de l'Offre est de 575 millions d'euros environ, dont 255 millions d'euros d'actions nouvelles et 320 millions d'euros environ d'actions existantes cédées par Atos SE. Ces chiffres ne comprennent pas ceux qui seront issus de l'option de sur-allocation.

C FINANCE

C.1 Revue opérationnelle

C.1.1 Synthèse

Les données chiffrées du premier semestre 2014 intègrent les changements opérationnels réalisés par le Groupe depuis le 1^{er} janvier 2014 :

- Le marché Transport, faisant antérieurement partie du Marché PHT (Conseil en Secteur Public, Santé et Transport), a été transféré à MRS (Industrie, Distribution & Services) - renommé « MRT » (Industrie, Distribution & Transports) - à l'exception de quelques comptes Transport (environ 25 %) qui ont été transférés à PHT - rebaptisé « PH » (Public & Santé).
- La Ligne de Services Conseil & Services Technologiques a été intégrée dans Intégration de Systèmes et dans les Entités Opérationnelles correspondantes pour créer la nouvelle Ligne de Services C&SI (Conseil & Intégration de Systèmes).

Le chiffre d'affaires du premier semestre 2014 s'est élevé à 4 176 millions d'euros, en recul de - 82 millions d'euros, soit une baisse de -1,9 % à périmètre et taux de change constants par rapport au premier semestre 2013.

Représentant 51 % du chiffre d'affaires total du Groupe, l'Infogérance (qui inclut le BPO) a reculé de 51 millions d'euros, soit une baisse de -2,3 % par rapport à 2013. La contribution de nouveaux grands contrats tels que Philips au Benelux & Pays Nordiques, Post Office au Royaume-Uni, Deutsche Bank en Allemagne, Givaudan en Europe Centrale & de l'Est, City of Indianapolis et Benjamin Moore aux Etats-Unis n'a pas suffi à compenser le non-renouvellement d'autres contrats et la baisse des prix contractuelle conjuguée à de moindres volumes d'affaires avec Siemens, ni l'impact des vastes projets de transition et de transformation réalisés en 2013 avec des clients comme Bayer. En conséquence, l'activité Infogérance a été en baisse dans plusieurs zones géographiques : l'Allemagne a subi l'arrêt de grands phases de transition (Bayer et Siemens) ; le Benelux & Pays Nordiques a affiché une baisse suite à la décélération des contrats avec KPN et Delta ; et la France a reculé en Industrie, Distribution & Transports suite à la fin du contrat avec GEFCO. En revanche, le chiffre d'affaires d'Infogérance au Royaume-Uni a progressé de 3,7 %, principalement sous l'effet de la solide performance du BPO, aussi bien financier que médical.

Représentant 36% du chiffre d'affaires total du Groupe à fin juin 2014, la Ligne de Services Conseil & Intégration de Systèmes, comprenant les Services Technologiques, a reculé de -2,1 %, en comparaison de fin juin 2013. La croissance du chiffre d'affaires en Allemagne, alimentée par le contrat mondial avec NSN, et de l'Entité Opérationnelle Major Events, portée par la montée en charge de plusieurs projets liés à des Jeux, a été largement plus que compensée par le recul des activités dans la plupart des autres Entités Opérationnelles, notamment au Benelux & Pays Nordiques, en Amérique du Nord et au Royaume-Uni.

Par entité opérationnelle, la performance du chiffre d'affaires a été portée par le Royaume-Uni (+1,9%), grâce à la croissance du BPO, et par celle de Major Events. Les autres grandes entités opérationnelles ont été en baisse : le Benelux & Pays Nordiques a subi la décélération d'un contrat avec KPN ; l'Allemagne a principalement été affectée par la baisse des activités d'Infogérance, tel qu'évoqué précédemment ; la France a enregistré une baisse dans plusieurs marchés, et l'Europe Centrale & de l'Est a été impacté par de moindres volumes et des baisses de prix et la décélération de contrats hérités de SIS tel que AMS BG (Agence pour l'Emploi) en Autriche.

Worldline a progressé de +0,2 % par rapport à fin juin 2013 (considérée comme une société cotée, Worldline a enregistré une hausse de +2,2 % de son chiffre d'affaires total). Les lignes d'activité Services commerçants & Terminaux et Traitement de Transactions & Logiciels de Paiement ont crû respectivement de +2 et +6 millions d'euros, tandis que Mobilité & Services Web Transactionnels a reculé de -7 millions d'euros. La croissance modérée de Services commerçants & Terminaux cache une performance soutenue des activités Acquisition Commerçants (+5,7 %), Cartes Privatives et Fidélisation (+5,8 %) et Services en Ligne (+3,3 %). En effet la Ligne de Services a subi un retard de la nouvelle gamme de terminaux en raison des délais nécessaires pour l'obtention de certaines certifications nationales, ce qui s'est traduit par une baisse de -9,4 % du segment Terminaux au 30 juin 2014. Dans la Ligne de Services Mobilité & Services Web Transactionnels, l'activité de billetterie électronique a enregistré une croissance à deux chiffres (+12,1%), tandis que les activités d'administration électronique et de commerce en ligne & mobilité ont reculé de respectivement de -7 et -5 millions d'euros.

La marge opérationnelle a progressé de +20 points de base en glissement annuel. L'Infogérance a chuté de -120 points de base, tandis que Conseil & Intégration de Systèmes affiche une hausse de +170 points

de base. La baisse des coûts centraux s'est poursuivie grâce aux mesures du programme Tier One. La marge opérationnelle a légèrement progressé dans la plupart des entités opérationnelles, bénéficiant de la baisse des coûts indirects et de gains de productivité qui ont plus que compensé le recul du chiffre d'affaires. Le Royaume-Uni a été affecté par des dépassements de coûts sur le projet Transport for Greater Manchester et la France a été impactée par un chiffre d'affaires moins élevé qui a pesé sur la marge opérationnelle, malgré des mesures de forte réduction de coûts, notamment en Infogérance. Enfin, le Groupe a poursuivi ses investissements dans l'activité Cloud & Enterprise Services à hauteur de 16 millions d'euros en 2014, soit une hausse de +6 millions d'euros par rapport au premier semestre 2013.

Les prises de commande du Groupe se sont élevées à 4 360 millions d'euros au premier semestre 2014, soit un ratio prises de commande sur chiffre d'affaires de 104%, avec 127% comme anticipé au second trimestre. En effet, au cours du deuxième trimestre, au-delà des renouvellements, le Groupe a signé de nouveaux grands contrats qui permettront d'alimenter le chiffre d'affaires dès le second semestre 2014. Ceux-ci incluent : un contrat d'architecture informatique sur 10 ans avec Airbus en Allemagne, un contrat de gestion d'infrastructure sur 5 ans avec une grande entreprise postale et de distribution au Royaume-Uni, un contrat d'externalisation complète dans le Cloud avec un des quatre grands cabinets d'audit en France, un contrat avec Disclosure Scotland, une agence du dans le Secteur Public Ecossois, un contrat de 3 ans en gestion d'infrastructure informatique pour le compte d'une grande entreprise d'électronique au Benelux, un contrat de gestion de centres de données informatiques sur 5 ans avec une grande entreprise de technologies aux Pays-Bas et un contrat sur 6 ans en BPO financier avec NS&I au Royaume-Uni qui montre la pertinence de la stratégie B-to-B avec ce client. Ces sept contrats clés ont représenté plus de 500 millions d'euros de prises de commandes.

En outre, le Groupe a également prolongé pour 5 années supplémentaires son contrat d'externalisation avec une grande banque à Hong Kong, ainsi que son contrat en Gestion Applicative avec un grand constructeur automobile en France pour la même durée. Le Groupe a signé un contrat de 5 ans de services informatiques avec le Ministère de la Justice britannique au Royaume-Uni, une extension de 3 ans avec Fidelity Information Services en Allemagne, un contrat en Traitement de Transactions & Logiciels de Paiement avec ING pour Worldline et a renouvelé son contrat d'Infogérance avec Achmea également aux Pays-Bas.

Grâce à son investissement et ses fortes compétences développées au travers de ses offres innovantes, le Groupe a signé un accord avec Siemens dans le domaine de la sécurité des centres de données. Pour cette solution, Atos et Siemens ont signé une extension de 3 ans de 2018 à 2021 dans le cadre du contrat à long terme d'Infogérance. Enfin, dans le cadre de l'Alliance Globale entre les deux Groupes, Siemens et Atos se sont engagés à cofinancer un investissement supérieur à 20 millions d'euros dans le Big Data.

Au 30 juin 2014, le carnet de commandes s'élevait à 15,3 milliards d'euros, équivalent à 1,8 année de chiffre d'affaires, par rapport à 15,2 milliards d'euros à fin 2013. Le montant total pondéré des propositions commerciales est resté élevé à 5,0 milliards d'euros, au même niveau que fin 2013.

L'effectif total du Groupe était de 76 465 salariés fin juin 2014, quasi inchangé par rapport à fin juin 2013. Les effectifs directs fin juin 2014 s'élevaient à 70 892 salariés, soit 92,7% de l'effectif total, comparé à 91,5% au premier semestre 2013.

Au cours du premier semestre 2014, le Groupe a recruté 5 476 nouveaux collaborateurs dont 53% dans les pays émergents. Les effectifs offshore du Groupe totalisaient 16 778 personnes, représentant 22% du total du Groupe, en hausse de +16% par rapport à l'an dernier. 56% de ces effectifs étaient localisés en Inde principalement en Intégration de Systèmes et 26% en Europe Centrale & de l'Est notamment pour servir les activités d'Infogérance. Le taux de départs volontaires au premier semestre 2014 est resté stable à 9,7% au niveau Groupe dont 17,1% dans les pays émergents.

C.1.2 Réconciliation du chiffre d'affaires et de la marge opérationnelle à périmètre et taux de change constant

<i>En millions d'euros</i>	S1 2014	S1 2013	variation %
Chiffre d'affaires	4 176	4 290	-2,7%
Impact des changements de périmètre		5	
Impact de change		-37	
Chiffre d'affaires à taux de change et périmètre constants	4 176	4 258	-1,9%
Marge opérationnelle	274,6	279,0	-1,6%
Impact des changements de périmètre		-5,5	
Impact de change			
Marge opérationnelle à taux de change et périmètre constants	274,6	273,5	+0,4%
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	6,6%	6,4%	

C.1.2.1 Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires s'est élevé à 4 176 millions d'euros au premier semestre 2014, ce qui représente une évolution organique de -1,9%, par rapport à 4 258 millions d'euros à taux de change et périmètre constants au premier semestre 2013.

Pour servir de base de référence, le tableau suivant présente l'impact sur le chiffre d'affaires du premier semestre 2013 des taux de change, des transferts internes et celui des acquisitions et cessions de l'exercice conformément à la nouvelle organisation du Groupe :

<i>En millions d'euros</i>	Chiffre d'affaires						
	S1 2013 publié	Transferts internes	Filialisation de Worldline	S1 2013 précédente organisation	Périmètre	Taux de changes*	S1 2013 à périmètre et taux de changes constants
Allemagne	809			809			809
Royaume Uni & Irlande	833		-63	770		27	797
France	516			516	-0,17		516
Benelux (& Pays Nordiques)	548			548	-2	-1	546
Atos Worldline	438		-438	0			0
Europe Centrale & de l'Est	420		-4	416		-15	400
Amérique du Nord	312			312		-13	298
Zone Ibérique	164		-16	148			148
Autres Entités Opérationnelles	251		-21	230	7	-26	211
Total Services IT	4 290	0	-541	3 749	5	-29	3 724
Worldline			541	541		-7	534
TOTAL GROUPE	4 290	0	0	4 290	5	-37	4 258
Infogérance	1 998	200		2 198		-9	2 190
Conseil & Intégration de Systèmes	1 135	415		1 550	5	-20	1 535
HTTS & Activités Spécialisées	843	-301	-541	0			0
Conseil	87	-87		0			0
Services Technologiques	227	-227		0			0
Total Services IT	4 290	0	-541	3 749	5	-29	3 724
Worldline			541	541		-7	534
TOTAL GROUPE	4 290	0	0	4 290	5	-37	4 258

* au taux de change à juin 2014

Les transferts internes entre Lignes de Services ont notamment porté sur (i) le transfert de l'activité Conseil au Royaume-Uni & Irlande, en Allemagne, au Benelux & Pays Nordiques, en France, en Zone Ibérique et en Amérique Latine à la ligne Conseil & Intégration de Systèmes (C&SI) pour un montant de 87 millions d'euros, (ii) le transfert de Services Technologiques à C&SI pour un montant de 227 millions d'euros et (iii) la filialisation des activités pour créer Worldline. Suite à cette procédure de filialisation, la ligne de services HTTS & Activités Spécialisées a été dissoute et les Activités Spécialisées ont été intégrées à C&SI, à l'exception du BPO qui a rejoint Infogérance.

Au niveau du Groupe, l'effet de change s'est élevé à -37 millions d'euros au premier semestre, provenant principalement des variations du peso argentin (-36,8%), du réal brésilien (-15,8%), de la livre turque

(-20,1%), du dollar américain (-4,1%) et de l'appréciation de la livre anglaise (+3,5%) par rapport à l'euro.

Les effets de périmètre ont porté sur -5 millions d'euros de chiffre d'affaires, principalement lié à l'acquisition de WindowLogic (Australie, juillet 2013) et la cession d'Atos Formation (France, mars 2013) et de Metrum (Pays-Bas, janvier 2014).

L'adaptation de l'organisation réalisée au premier semestre de 2014 est reflétée dans la colonne de droite du tableau ci-dessus.

C.1.2.2 Marge opérationnelle

Au premier semestre 2014, la marge opérationnelle s'est élevée à 274,6 millions d'euros, soit +6,6% du chiffre d'affaires, en hausse de +20 points de base, à comparer à 6,4% au premier semestre 2013, à taux de change et périmètres constants.

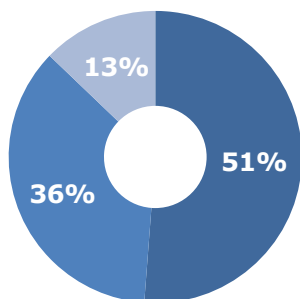
Sur la même forme que pour le chiffre d'affaires ci-dessous, le tableau suivant présente l'impact sur la marge opérationnelle du premier semestre 2013, des taux de change, des transferts internes et de l'impact des acquisitions et cessions de l'exercice :

En millions d'euros	Marge opérationnelle						
	S1 2013 publié	Transferts internes	Filialisation de Worldline	S1 2013 précédente organisation	Périmètre	Taux de changes*	S1 2013 à périmètre et taux de changes constants
Allemagne	52,7	-2,4		50,4			50,4
Royaume Uni & Irlande	64,4		-8,0	56,4		1,9	58,3
France	8,0	0,2		8,2	0,1		8,4
Benelux (& Pays Nordiques)	49,5	-0,4		49,1	0,1	0,0	49,2
Atos Worldline	76,2		-76,2	0,0			0,0
Europe Centrale & de l'Est	31,6		0,0	31,6		-1,6	30,0
Amérique du Nord	24,5	-2,7		21,8		-1,0	20,8
Zone Ibérique	3,5		-0,4	3,1			3,1
Autres Entités Opérationnelles	22,6	5,4	-2,7	25,4	0,8	-4,9	21,3
Coûts des structures globales*	-54,2	-0,1	8,9	-45,4			-45,4
Total Services IT	279,0	0,0	-78,5	200,6	1,0	-5,6	196,0
Worldline			78,5	78,5		-0,9	77,5
TOTAL GROUPE	279,0	0,0	0,0	279,0	1,0	-6,5	273,5
Infogérance	162,5	5,7		168,1		-2,8	165,4
Conseil & Intégration de Systèmes	55,0	23,6		78,6	1,0	-2,8	76,9
HTTS & Activités Spécialisées	99,4	-15,4	-84,0				
Conseil	4,3	-4,3					
Services Technologiques	9,6	-9,6					
Coûts des structures	-51,8	0,0	5,5	-46,2			-46,2
Total Services IT	279,0	0,0	-78,5	200,6	1,0	-5,6	196,0
Worldline			78,5	78,5		-0,9	77,5
TOTAL GROUPE	279,0	0,0	0,0	279,0	1,0	-6,5	273,5

* au taux de change à juin 2014

C.1.3 Evolution du profil de chiffre d'affaires

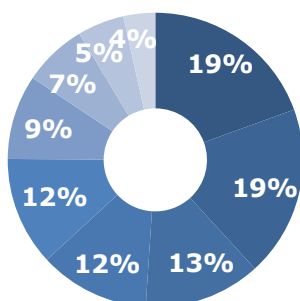
Lors du premier semestre 2014, 74% du chiffre d'affaires a été produit par des contrats pluriannuels en Infogérance (51% du chiffre d'affaires total, incluant le BPO), chez Worldline (13% du chiffre d'affaires), par les contrats en Gestion d'Applications et par Worldgrid (inclus dans Conseil & Intégration de Systèmes), respectivement pour 8% et 2%.



<i>En millions d'euros</i>	S1 2014	S1 2013*
■ Infogérance	2 138	2 190
■ Conseil & Intégration de Systèmes	1 503	1 535
■ Worldline	535	534
TOTAL GROUPE	4 176	4 258

* Périmètre et taux de change constants

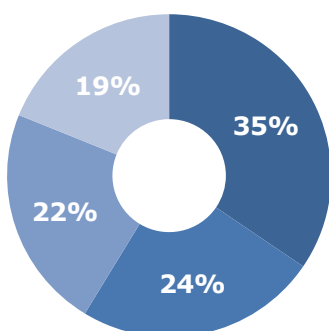
L'Europe représente la base opérationnelle principale des activités du Groupe, générant 87% du chiffre d'affaires.



<i>En millions d'euros</i>	S1 2014	S1 2013*
■ Royaume Uni & Irlande	812	797
■ Allemagne	784	809
■ Worldline	535	534
■ France	505	516
■ Benelux & Pays Nordiques	500	546
■ Europe Centrale & de l'Est	388	400
■ Amérique du Nord	292	298
■ Autres Entités Opérationnelles	214	211
■ Zone Ibérique	146	148
TOTAL GROUPE	4 176	4 258

* Périmètre et taux de change constants

Atos fournit des solutions et des services informatiques à de nombreux secteurs de l'industrie. Le Groupe offre des services informatiques à haute valeur ajoutée sur 4 marchés principaux qui chacun regroupent des secteurs différents pour former : Industrie, Distribution & Transports; Public & Santé ; Télécoms, Média & Services aux collectivités ; Services Financiers.



<i>En millions d'euros</i>	S1 2014	S1 2013*
■ Industrie, Distribution & Transports	1 441	1 502
■ Public & Santé	1 010	969
■ Télécoms, Media & Services aux collectivités	936	996
■ Services financiers	789	792
TOTAL GROUPE	4 176	4 258

* Périmètre et taux de change constants

C.1.4 Performance par Ligne de Services

En millions d'euros	Chiffre d'affaires			Marge opérationnelle		Marge opérationnelle %	
	S1 2014	S1 2013*	variation %	S1 2014	S1 2013*	S1 2014	S1 2013*
Infogérance	2,138	2,190	-2.3%	136.1	165.4	6.4%	7.6%
Conseil & Intégration de Systèmes	1,503	1,535	-2.1%	100.5	76.9	6.7%	5.0%
Coûts centraux**				-42.0	-46.2	-1.2%	-1.2%
Total Services IT	3,641	3,724	-2.2%	194.6	196.0	5.3%	5.3%
Worldline	535	534	+0.2%	80.0	77.5	15.0%	14.5%
TOTAL GROUPE	4,176	4,258	-1.9%	274.6	273.5	6.6%	6.4%

* Périmètre et taux de change constants

** Coûts centraux excluent les coûts mondiaux de production alloués aux Lignes de Services

C.1.4.1 Infogérance

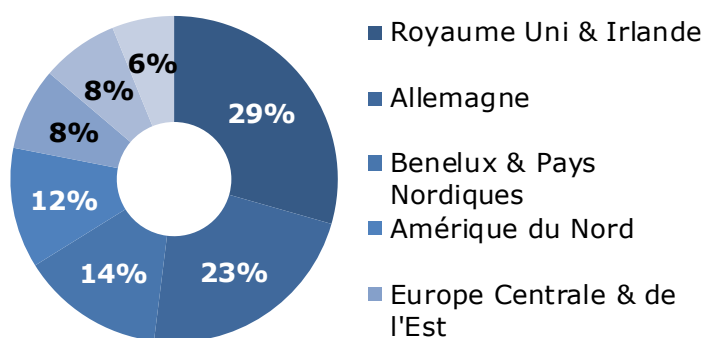
En millions d'euros	S1 2014	S1 2013*	variation %
Chiffre d'affaires	2 138	2 190	-2,3%
Marge opérationnelle	136,1	165,4	
Taux de marge opérationnelle	6,4%	7,6%	
Effectifs directs à fin juin	33 720	33 277	

* Périmètre et taux de change constants

Avec 51% du Groupe, le **chiffre d'affaires** en Infogérance (qui comprend le BPO depuis le 1^{er} janvier 2014) s'est élevé à **2 138 millions d'euros**, en baisse de **-2,3%** par rapport au premier semestre 2013.

La croissance a été enregistrée au Royaume-Uni (+3,7%) grâce à une dynamique positive dans le Secteur Public, en particulier au travers d'une hausse du volume d'affaires avec le Ministère de la Santé britannique et NS&I. L'Amérique du Nord a cru de +2,0% grâce à la montée en charge de contrats dans les marchés Publics et Médias. La Ligne de Service a également crû dans des Entités Opérationnelles telles que la Zone Ibérique, le Moyen Orient et en Inde. En Allemagne, malgré la montée en charge de nouveaux contrats dans les Télécoms et les Services Financiers, le chiffre d'affaires a baissé en raison de la fin de la période de transition avec Bayer et un engagement de baisse de prix avec Siemens. Cela a aussi été le cas au Benelux & Pays Nordiques en raison de la décélération de contrats dans les Services Financiers et les Télécoms, en particulier avec KPN, tandis que le nouveau contrat d'externalisation de l'infrastructure informatique avec Philips a été livré avec succès et a pu monter en charge. En Europe Centrale et de l'Est de nouveaux contrats ont commencé à générer du chiffre d'affaires en Suisse, Italie, Pologne et Croatie alors que la Ligne de Service a fait face à de moindres volumes et à un effet de base en Autriche et en Slovaquie. En France, un contrat dans le Cloud avec une grande Banque n'a pas entièrement compensé des réductions de périmètre avec des clients dans les marchés de l'Energie et de l'Industrie.

Répartition du chiffre d'affaires d'Infogérance par zone géographique



La **marge opérationnelle** s'est élevée à **136,1 millions d'euros**, en baisse de -29,3 millions d'euros par rapport à l'an dernier. La performance de l'Infogérance a été contrastée au premier semestre de l'année. Trois éléments importants ont affecté la marge opérationnelle et ont été en partie atténués par des mesures continues d'efficacité opérationnelle. Tout d'abord, la performance de la France qui a fait face à des dépassements ponctuels de coûts de transitions conjugués à un manque de chiffre d'affaires; puis, en raison d'un effet de base lié aux avenants aux régimes de retraite signés au premier semestre 2013 ; enfin, le Groupe a choisi d'accroître ses investissements en développement de 10 millions d'euros à 16 millions d'euros, soit 6 millions d'euros supplémentaires pour améliorer au plan technologique sa plateforme Cloud Canopy. Certaines entités opérationnelles ont générés des hausses de marge, au Royaume-Uni, en Amérique du Nord et dans une moindre mesure en Asie Pacifique, en Amérique Latine et en Inde, Moyen Orient et Afrique(IMEA). En particulier, le Royaume-Uni et Irlande ont bénéficié de la montée en charge de certains grands contrats dans le Secteur Public.

C.1.4.2 Consulting & Intégration de Systèmes

<i>En millions d'euros</i>	S1 2014	S1 2013*	variation %
Chiffre d'affaires	1 503	1 535	-2,1%
Marge opérationnelle	100,5	76,9	
Taux de marge opérationnelle	6,7%	5,0%	
Effectifs directs à fin juin	30 413	30 482	

* Périmètre et taux de change constants

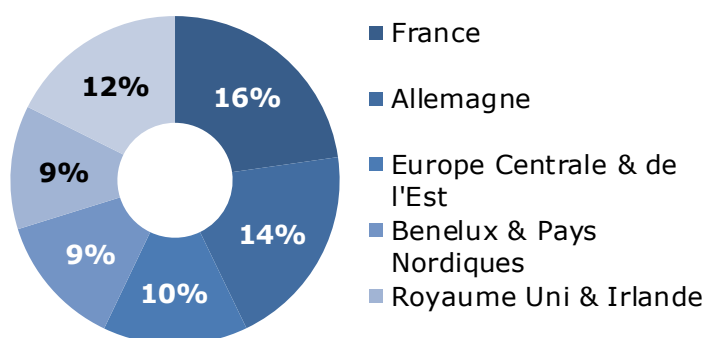
En **Conseil & Intégration de Systèmes**, le chiffre d'affaires s'est élevé à **1 503 millions d'euros** au 30 juin 2014, en recul de **-2,1 %** par rapport au premier semestre 2013.

Les activités de Conseil ont affiché une hausse de +12,3 % grâce à de nouveaux contrats remportés au Royaume-Uni, pour l'essentiel avec le ministère de la Défense, British Airways, le Post Office et plusieurs autres clients du secteur privé. Cette augmentation de l'activité commerciale a permis d'absorber la décélération des activités avec le Department for International Development au Royaume-Uni, ainsi que celles réalisées avec KPN au Benelux et, dans les Télécoms en France.

L'activité Intégration de Systèmes (qui comprend les Services Technologiques) est ressortie en légère baisse de -2,9%. La Ligne de Services a enregistré une forte croissance dans le marché Secteur Public & Santé (+5,5%) portée par l'Allemagne, Major Events grâce à la montée en puissance de plusieurs projets du Comité International Olympique, et par la Zone Ibérique. L'activité Télécoms, Médias & Services aux collectivités a reculé auprès de plusieurs clients, dont KPN du fait de l'échéance de certains contrats au Benelux et de la baisse des prix en Allemagne, enfin d'une base comparative avec AIG aux Etats-Unis. Ces résultats ont été en partie compensés par la montée en puissance du contrat global avec NSN, pour l'essentiel en Allemagne. La France a enregistré une légère hausse sur la période.

En Intégration de Systèmes, le taux d'utilisation a progressé pour atteindre 84,8% en 2014, contre 81,2% au cours du premier semestre 2013.

Répartition du chiffre d'affaires du Conseil & Intégration de Systèmes par zone géographique



Avec **100,5 millions d'euros** au 30 juin 2014, la **marge opérationnelle** en **Conseil & Intégration de Systèmes** a augmenté de **+170 points de base** par rapport à 2013, grâce au déploiement de plans opérationnels relatifs à la gestion des ressources et à l'efficacité de coûts afin d'améliorer la rentabilité.

Le Conseil a fortement progressé par rapport au premier semestre 2013, essentiellement portée par les retombées positives de nouvelles activités au Royaume-Uni et des baisses de coûts en Zone Ibérique.

La marge opérationnelle en Intégration de Systèmes, qui comprend les Services Technologiques, a été en hausse de +150 points de base par rapport au premier semestre 2013. Cette croissance s'explique pour l'essentiel par des gains de productivité et par l'optimisation de coûts administratifs en Allemagne et en France, grâce à la reprise de plusieurs grands contrats en Europe Centrale & de l'Est et une forte amélioration de la qualité des projets au Benelux & Pays Nordiques, éléments qui ont plus que compensé le dépassement de coûts sur le projet Transport for Greater Manchester.

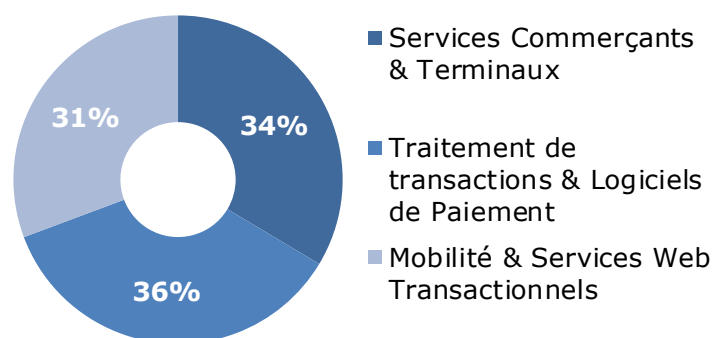
C.1.4.3 Worldline

<i>En millions d'euros</i>	S1 2014	S1 2013*	variation %
Chiffre d'affaires	535	534	+0,2%
Marge opérationnelle	80,0	77,5	
Taux de marge opérationnelle	15,0%	14,5%	
Effectifs directs à fin juin	6 605	6 623	

* Périmètre et taux de change constants

Le **chiffre d'affaires** de Worldline a représenté 13% du total du Groupe soit **535 millions d'euros**, en hausse de **+0,2%** à périmètre et taux de change constants. La ligne Traitement de transactions & Logiciels de Paiement a été le principal contributeur de cette progression du chiffre d'affaires, grâce au dynamisme des volumes en Traitement d'émission et au chiffre d'affaires supplémentaire généré par les projets liés à la mise en place de la norme SEPA pour les solutions bancaires en ligne, essentiellement en France. Les Services Commerçants & Terminaux ont également contribué à la croissance avec une hausse des volumes de transactions, essentiellement dans l'activité Acquisition commerçants en Belgique. L'activité Terminaux a chuté de 9,4 % en raison de la disponibilité de la nouvelle gamme, mais une reprise a été constatée à la fin du premier semestre 2014. En Mobilité & Services Web Transactionnels, Worldline a réalisé moins de projets dans le Secteur Public, et a développé l'essentiel de ses activités pour le compte de ses clients directs.

Répartition du chiffre d'affaires de Worldline par zone géographique



La **marge opérationnelle** s'est élevée à **80,0 millions d'euros**, soit 15,0 % du chiffre d'affaires, contre 14,5 % au premier semestre 2013. La ligne d'activité Services Commerçants & Terminaux a bénéficié de volumes de transactions en hausse dans l'Acquisition commerçants et de l'optimisation des coûts au Benelux, tandis que la marge a reculé dans l'activité Terminaux en raison d'une baisse anticipée du chiffre d'affaires au cours du premier semestre 2014. La ligne d'activité Traitement de Transactions & Logiciels de Paiements s'affiche en hausse, essentiellement portée par les activités Traitement d'émission, Banque en ligne et Logiciels de Paiement. Enfin, Mobilité & Services Web Transactionnels a reculé en raison d'une baisse des prix contractuelle d'un contrat avec un client dans le Secteur Public au Royaume-Uni.

C.1.5 Performance par entité opérationnelle

En millions d'euros	Chiffre d'affaires			Marge opérationnelle		Marge opérationnelle %	
	S1 2014	S1 2013*	variation %	S1 2014	S1 2013*	S1 2014	S1 2013*
Royaume Uni & Irlande	812	797	+1,9%	54,4	58,3	6,7%	7,3%
Allemagne	784	809	-3,1%	51,9	50,4	6,6%	6,2%
France	505	516	-2,0%	1,1	8,4	0,2%	1,6%
Benelux & Pays Nordiques	500	546	-8,4%	50,5	49,2	10,1%	9,0%
Europe Centrale & de l'Est	388	400	-3,0%	32,8	30,0	8,4%	7,5%
Amérique du Nord	292	298	-2,2%	22,9	20,8	7,9%	7,0%
Zone Ibérique	146	148	-1,5%	3,4	3,1	2,3%	2,1%
Autres Entités Opérationnelles	214	211	+1,7%	20,2	21,3	9,4%	10,1%
Structures globales**				-42,6	-45,4	-1,2%	-1,2%
Total Services IT	3 641	3 724	-2,2%	194,6	196,0	5,3%	5,3%
Worldline	535	534	+0,2%	80,0	77,5	15,0%	14,5%
TOTAL GROUPE	4 176	4 258	-1,9%	274,6	273,5	6,6%	6,4%

* Périmètre et taux de change constants

** Structures globales comprend les coûts mondiaux de production non alloués aux Entités Opérationnelles du Groupe ainsi que les coûts centraux

Par entité géographique, dans un environnement qui a continué d'être ralenti en Europe, le Groupe s'est focalisé sur la sécurisation et l'augmentation de sa rentabilité opérationnelle en déployant de nouvelles initiatives du Programme de transformation Tier One pour compenser une baisse du chiffre d'affaires dans certaines zones géographiques. Ainsi, toutes les entités ont amélioré leur marge opérationnelle à l'exception du Royaume-Uni & Irlande et de la France. Le Royaume-Uni a fait face à un contrat particulièrement difficile à mettre en œuvre pour le compte de Transport For the Greater Manchester (TfGM) qui a généré 10 millions d'euros de pertes sur le premier semestre. Au même moment, le contrat WCA avec DWP a également eu un impact sur la marge opérationnelle. La France a été principalement impactée par un manque du chiffre d'affaires en Infogérance en partie compensé par un rigoureux contrôle des coûts indirects. Dans un environnement encore difficile et malgré une baisse du chiffre d'affaires, l'entité opérationnelle Benelux et Pays Nordiques a atteint un taux de marge à deux chiffres. Enfin le Groupe a continué de réduire ses coûts de structure à la fois chez Worldline et pour le reste du Groupe.

C.1.5.1 Royaume-Uni & Irlande

En millions d'euros	S1 2014	S1 2013*	variation %
Chiffre d'affaires	812	797	1,9%
Marge opérationnelle	54,4	58,3	
Taux de marge opérationnelle	6,7%	7,3%	

* à périmètre et taux de change constants

Le chiffre d'affaires s'est établi à **812 millions d'euros**, en hausse de **+1,9 %**. Cette augmentation a été essentiellement portée par Secteur Public & Santé où le BPO a progressé de +12 %, grâce au développement du contrat PIP avec DWP qui a plus que compensé la baisse des volumes dans le cadre du contrat WCA. L'Infogérance a également bénéficié de volumes supplémentaires avec le Ministère de la Santé britannique et l'Agence de démantèlement nucléaire (NDA), et d'un nouveau contrat avec le Post Office. Les activités de Conseil ont aussi été contributives, grâce à la montée en charge du contrat avec le ministère de la Défense. Cela a plus que compensé la baisse des volumes ou de projets avec le gouvernement du Pays de Galles dans le Secteur Public, ainsi qu'avec EDF, British Telecom et une grande société de médias dans les autres secteurs.

La **marge opérationnelle** s'est établie à **54,4 millions d'euros**, en recul de **-63 points de base**. Cette baisse de rentabilité est due à l'Intégration de Systèmes qui a été impacté pour 10 millions d'euros sur le projet Transport for Greater Manchester (TfGM) après le transfert du contrat provenant de Worldline tel que précisé dans son Document de Base du 6 mai 2014 (§ 9.9). Hors la prise en compte de cette perte ponctuelle, la marge opérationnelle au Royaume-Uni a progressé de 10,3% par rapport à 2013. Cela a été en partie réalisé grâce au dynamisme du chiffre d'affaires en Conseil, à la renégociation d'un contrat en Infogérance et à l'impact de la montée en charge du contrat PIP en BPO.

C.1.5.2 Allemagne

<i>En millions d'euros</i>	S1 2014	S1 2013*	variation %
Chiffre d'affaires	784	809	-3,1%
Marge opérationnelle	51,9	50,4	
<i>Taux de marge opérationnelle</i>	<i>6,6%</i>	<i>6,2%</i>	

* à périmètre et taux de change constants

Le **chiffre d'affaires** s'est élevé à **784 millions d'euros**, en retrait de **-3,1 %** par rapport au premier semestre 2013. En Infogérance, le chiffre d'affaires a subi la fin des phases de transition avec Bayer et Siemens, la baisse des prix principalement avec Siemens et KPN, et l'échéance de certains contrats tels que Ferrostaal. Un nouveau contrat avec Coriant et la montée en charge du contrat avec Deutsche Bank ont en partie compensé ces éléments négatifs. Cette baisse du chiffre d'affaires a également été atténuée par Conseil & Intégration de Systèmes qui s'est amélioré grâce au contrat NSN démarré en 2013 et à un nouveau contrat signé avec le ministère de la Défense.

La **marge opérationnelle** a atteint **51,9 millions d'euros**, en hausse de **+55 points de base** par rapport au premier semestre 2013. Conseil & Intégration de Systèmes a bénéficié d'un chiffre d'affaires en hausse conjugué à des gains de productivité et à l'optimisation des coûts indirects qui ont compensé la baisse des prix. L'Infogérance a enregistré une baisse en raison de moindres volumes avec Siemens et Bayer, en partie compensée par une réduction des coûts réalisée sur la période.

C.1.5.3 Benelux & Pays Nordiques

<i>En millions d'euros</i>	S1 2014	S1 2013*	variation %
Chiffre d'affaires	500	546	-8,4%
Marge opérationnelle	50,5	49,2	
<i>Taux de marge opérationnelle</i>	<i>10,1%</i>	<i>9,0%</i>	

* à périmètre et taux de change constants

Au Benelux & Pays Nordiques, le **chiffre d'affaires** a reculé de **-8,4%** avec sur chaque Ligne de Service une demande en baisse. Infogérance et Conseil & Intégration de Systèmes ont été affectés par le non-renouvellement de certains contrats en 2013 (partie de KPN, Delta, UPM), conjuguée à une pression sur les prix d'Achmea et UVIT et la fin de la phase de transition chez PostNord. Cette tendance a été en partie compensée par une activité plus soutenue dans le Secteur Public porté par la Police Nationale et le Ministère des Infrastructures, la montée en charge d'un contrat de Cloud avec Philips et une augmentation des ventes avec Rabobank.

Malgré un effet de base de -6 millions d'euros compte tenu des avenants sur les retraites signés au premier semestre 2013 et d'une baisse du chiffre d'affaires sur la période, la **marge opérationnelle** s'est élevée à **50,5 millions d'euros**, en hausse de +110 points de base. Cette solide performance a résulté d'une rigoureuse maîtrise des coûts, conjugué à un meilleur taux d'utilisation et au règlement d'un contrat client en Conseil & Intégration Systèmes, tandis que la pression sur les prix a davantage pesé sur l'Infogérance.

C.1.5.4 France

<i>En millions d'euros</i>	S1 2014	S1 2013*	variation %
Chiffre d'affaires	505	516	-2,0%
Marge opérationnelle	1,1	8,4	
Taux de marge opérationnelle	0,2%	1,6%	

* à périmètre et taux de change constants

Le **chiffre d'affaires** a, atteint **505 millions d'euros**, en recul de **-2 %** par rapport à juin 2013. Cette légère baisse est venue essentiellement de l'Infogérance avec la fin de contrats tels que Gefco ou GDF Suez. Le chiffre d'affaires de Conseil & Intégration de Systèmes est resté quasiment stable grâce à de nouveaux projets avec le CNES et le foisonnement dans le secteur automobile qui ont permis de compenser l'effet de base provenant de la revente de licence au premier semestre 2013 et la pression des prix sur le contrat LCH Clearnet dans le secteur des Marchés Financiers.

La baisse de la **marge opérationnelle** est provenue de l'Infogérance. Cela a été en partie compensé par la forte amélioration de Conseil & Intégration de Systèmes, grâce à des taux d'utilisation plus élevés dans les pratiques Gestion Applicative et SAP, ainsi que par une meilleure rentabilité de l'activité de réseaux intelligents et une réduction continue des coûts indirects.

C.1.5.5 Europe Centrale & de l'Est

<i>En millions d'euros</i>	S1 2014	S1 2013*	variation %
Chiffre d'affaires	388	400	-3,0%
Marge opérationnelle	32,8	30,0	
Taux de marge opérationnelle	8,4%	7,5%	

* à périmètre et taux de change constants

La baisse de **-3,0%** du **chiffre d'affaires** provient des activités d'Infogérance où plusieurs projets dans le Secteur Public en Slovaquie et en Autriche sont arrivés à échéance fin 2013, auxquels s'ajoutent de moindres volumes avec Siemens, et ce malgré une compensation partielle grâce à la montée en charge des activités avec ePodkarpacie en Pologne et Givaudan en Suisse. Le chiffre d'affaires Conseil & Intégration de Systèmes est resté stable. La croissance du Secteur Public, en particulier en Slovaquie, a compensé un effet de base dû à la fin de la phase 1 du projet d'Ashgabat et des Jeux méditerranéens de Mersin en Turquie enregistrés en 2013.

La hausse de **+100 points de base** de la **marge opérationnelle** est principalement venue de moindres frais de garantie, de l'augmentation de co-financement de recherche et développement, et de l'amélioration de la rentabilité des projets dans le Secteur Public en Conseil & Intégration de Systèmes. A l'inverse, la Ligne de Services Infogérance a subi un effet de base résultant de projets avec Siemens arrivés à échéance en 2013, conjugué à la fin des contrats AMS et AIS en Autriche.

C.1.5.6 Amérique du Nord

<i>En millions d'euros</i>	S1 2014	S1 2013*	variation %
Chiffre d'affaires	292	298	-2,2%
Marge opérationnelle	22,9	20,8	
Taux de marge opérationnelle	7,9%	7,0%	

Au cours du premier semestre 2014, le **chiffre d'affaires** a reculé de **2,2%** par rapport à 2013 en raison des activités Conseil & Intégration de Systèmes, avec la fin du projet de migration du centre de données d'AIG en 2013 et la baisse des volumes avec Zimmer Holding et P&G, en partie compensée par la montée en charge des contrats avec Daimler et Hunstmann. La croissance d'Infogérance a été principalement portée par le foisonnement avec McGraw-Hill, par des contrats dans le Secteur Public tels qu'ACT, City of Indianapolis (incluant notamment une part significative de services Cloud), et avec Benjamin Moore en Industrie, Distribution & Transports.

La **marge opérationnelle** a progressé pour s'établir à **7,9%**, essentiellement portée par la réduction des coûts de production en Infogérance.

C.1.5.7 Zone Ibérique

<i>En millions d'euros</i>	S1 2014	S1 2013*	variation %
Chiffre d'affaires	146	148	-1,5%
Marge opérationnelle	3,4	3,1	
Taux de marge opérationnelle	2,3%	2,1%	

* à périmètre et taux de change constants

Le **chiffre d'affaires** a légèrement reculé de **-1,5%** à taux de change et périmètres constants, comparé à **-6,2%** en 2013, traduisant principalement un recul des activités de Conseil & Intégration de Systèmes dans les secteurs Industrie et Télécoms et ce malgré une reprise marquée des activités dans le Secteur Public.

En revanche, la Zone Ibérique a obtenu une hausse de sa **marge opérationnelle** grâce à une gestion proactive des ressources et de la base de coûts combinée à une nouvelle réduction des coûts indirects.

C.1.5.8 Autres entités opérationnelles

<i>En millions d'euros</i>	S1 2014	S1 2013*	variation %
Chiffre d'affaires	214	211	1,7%
Marge opérationnelle	20,2	21,3	
Taux de marge opérationnelle	9,4%	10,1%	

* à périmètre et taux de change constants

Major Events

Le **chiffre d'affaires** a augmenté de **+6 millions d'euros**, avec la montée en charge du projet lié aux Jeux Olympiques d'été 2016 de Rio et à plusieurs projets régionaux comme VeraCruz 2014 et Baku 2015.

La **marge opérationnelle** a progressé de **+1,6 million d'euros** provenant à la fois d'un chiffre d'affaires plus élevé et des taux d'utilisation plus élevés dans l'ancienne entité MSL.

Asie-Pacifique

Le **chiffre d'affaires** est resté quasiment stable grâce à des activités plus importantes avec Siemens et à un contrat régional avec Deutsche Bank, qui ont ensemble compensé une baisse des ventes de matériel et de logiciels en Infogérance par rapport à 2013.

La **marge opérationnelle** en hausse de **+130 points de base** par rapport au premier semestre 2013 a reflété les gains de productivité en Conseil & Intégration de Systèmes, et le chiffre d'affaires généré par les activités d'Infogérance comprenant des activités à plus forte valeur ajoutée en Chine et à Singapour.

Amérique Latine

Le **chiffre d'affaires** a reculé de **-8,7%** par rapport au premier semestre 2013 en raison du non-renouvellement de plusieurs contrats au cours de la période pour les deux Lignes de Services.

La **marge opérationnelle** est restée stable par rapport au premier semestre 2013.

Afrique du Sud, Inde, Maroc, Emirats Arabes Unis

Le **chiffre d'affaires** a progressé de **+7,6%**, essentiellement porté par l'Infogérance au Moyen-Orient.

La **marge opérationnelle** est également en hausse, de **+170 points de base**, grâce à l'augmentation continue des volumes liés aux prestations offshore en Inde, et à la croissance de l'activité au Moyen-Orient.

C.1.5.9 Coûts des structures globales

Les coûts de structure globales ont diminué de 2,8 millions d'euros par rapport au premier semestre 2013, conséquence de l'optimisation continue des fonctions centrales du Groupe Atos.

C.1.6 Chiffre d'affaires par marché

Le Groupe est organisé en quatre secteurs d'industrie, tel que décrit ci-dessous :

En millions d'euros	Chiffre d'affaires		
	S1 2014	S1 2013*	variation %
Industrie, Distribution & Transports	1 441	1 502	-4,0%
Public & Santé	1 010	969	+4,3%
Télécoms, Media & Services aux collectivités	936	996	-6,0%
Services financiers	789	792	-0,4%
TOTAL GROUPE	4 176	4 258	-1,9%

* Périmètre et taux de change constants

C.1.6.1 Industrie, Distribution & Transport

Le secteur **Industrie, Distribution & Transports** est aujourd'hui le plus important marché du Groupe (35%). Il a atteint **1,441 millions d'euros** sur les 6 premiers mois de l'année, en baisse de **-4%** par rapport au premier semestre 2013. De nouveaux contrats ont contribué à la croissance du chiffre d'affaires : Philips et DCO aux Pays-Bas, Givaudan en Suisse, Benjamin Moore en Amérique du Nord, Daimler en Allemagne et le CNES en France. Cette croissance a été en partie atténuée par certaines baisses d'activité avec, entre autres, Bayer, Peugeot, IPM, Talecris et enfin Siemens.

Sur ce Marché, 41% du chiffre d'affaires a été généré avec 10 principaux clients : Siemens, Renault Nissan, Philips, VOSA (Vehicle Op Standards Agency), EADS (Airbus), Carl-Zeiss, DSK/RAG, Thyssen Krupp, Highways Agency et Coca-Cola.

C.1.6.2 Public & Santé

Au premier semestre 2014, le chiffre d'affaires de **Public & Santé** s'est élevé à **1 010 millions d'euros** et représentait 24 % du chiffre d'affaires total du Groupe. Il a progressé de **+4,3%** par rapport au premier semestre 2013.

Cette croissance est venue essentiellement de contrats au Royaume Uni & Irlande avec le Ministère du Travail et des Retraites (DWP) dont le nouveau contrat PIP a plus que compensé le ralentissement du contrat WCA, le Ministère de la Santé et le Post Office, ces deux contrats ayant bénéficié d'une hausse des volumes. L'Allemagne a également crû sur le premier semestre 2014 grâce à un nouveau contrat remporté auprès du Ministère Fédéral de la Défense, de même qu'en Amérique du Nord avec la montée en charge du contrat avec ACT et Major Events avec l'accélération du projet lié aux prochains Jeux pour le Comité International Olympique (CIO) et de nouveaux projets signés par l'ancienne entité MSL acquise en 2012.

Les dix principaux clients qui ont représenté 38% de ce segment de marché au cours du premier semestre 2014 sont les suivants : le ministère du Travail et des Retraites, le ministère britannique de la Justice, les institutions de l'Union européenne, le ministère français de l'Ecologie, NHS Scotland, l'Agence de démantèlement nucléaire (NDA), la SNCF, la UK Border Agency, l'Agence fédérale allemande pour l'emploi, le ministère de la Santé et le Comité International Olympique.

C.1.6.3 Télécoms, Médias & Services aux collectivités

Télécoms, Médias & Services aux collectivités a atteint **936 millions d'euros** au premier semestre 2014 (22% du chiffre d'affaires total du Groupe), en recul de **-6%** par rapport au premier semestre 2013, dû pour l'essentiel au ralentissement des contrats avec KPN et Delta au Benelux & Pays Nordiques, en partie compensé par le contrat global avec NSN signé fin 2012. Une base comparative défavorable a résulté d'une vente de matériel ponctuelle à EDF et d'un projet non-récurrent exécuté pour une grande société de médias.

Les dix principaux clients qui ont représenté 65% de ce marché au cours du premier semestre 2014 sont les suivants : une grande société de médias, EDF/British Energy, KPN, NSN, McGraw-Hill, Orange, Telecom Italia, Microsoft, GDF Suez et Schlumberger.

C.1.6.4 Services Financiers

L'activité **Services Financiers** a atteint **789 millions d'euros**, en recul de **-0,4%** par rapport au premier semestre 2013, représentant 19% du chiffre d'affaires du Groupe. Cela a résulté d'une performance solide en France, essentiellement portée par un grand client du secteur bancaire, et de Worldline avec l'impact des nouvelles activités. La réalisation du projet avec AIG en 2013 a toutefois pesé sur la croissance des Services Financiers.

52% du chiffre d'affaires a été réalisé avec les 10 premiers clients, à savoir National Savings & Investissements (NS&I), Deutsche Bank, BNP Paribas, ING, Standard Chartered Bank, Achmea, Crédit Agricole, La Poste et Société Générale et Talanx.

C.1.7 Prises de commande

C.1.7.1 Prises de commande et ratio de prises de commande

Les prises de commande du Groupe se sont élevées à 4 360 millions d'euros au premier semestre 2014, soit un ratio prises de commande sur chiffre d'affaires de 104%, avec 127% comme anticipé au second trimestre. Ce ratio a été de 113% en Infogérance soutenu en particulier par le Royaume-Uni, Benelux & Pays Nordiques, France et Asie Pacifique. Le ratio prises de commande sur chiffre d'affaires s'est élevé à 99% en Conseil & Intégration de Systèmes, principalement porté par la France. Enfin ce ratio a atteint 87% pour Worldline. Hors Siemens (carnet de commande enregistré en juillet 2011), le ratio prises de commande sur chiffre d'affaires a été de 107%.

Au cours du second trimestre, au-delà des renouvellements, le Groupe a signé de nouveaux grands contrats qui permettront d'alimenter la croissance organique du Groupe dès le second semestre 2014. Ceux-ci incluent : un contrat d'architecture informatique sur 10 ans avec Airbus en Allemagne, un contrat de gestion d'infrastructure sur 5 ans avec une grande entreprise postale et de distribution au Royaume-Uni, un contrat d'externalisation complète dans le Cloud avec un des quatre grands cabinets d'audit en France, un contrat avec Disclosure Scotland, une agence du Gouvernement Ecossais, un contrat de 3 ans en gestion d'infrastructure informatique pour le compte d'une grande entreprise d'électronique au Benelux, un contrat de gestion de centres de données informatiques sur 5 ans avec une grande entreprise de technologies des Pays-Bas et un contrat sur 6 ans en BPO financier avec NS&I au Royaume-Uni qui montre la pertinence de la stratégie B-to-B avec ce client. Ces sept contrats clés totalisent plus de 500 millions d'euros de prises de commandes.

Au premier semestre 2014, les prises de commandes ont également intégré le renouvellement de certains grands contrats tels que celui avec une grande société de médias au Royaume-Uni (Infogérance et Intégration de Systèmes), une grande banque à Hong-Kong (Infogérance) et Renault Nissan en France (Infogérance et Intégration de Systèmes).

Grâce à son investissement et ses fortes compétences développées au travers de ses offres innovantes, le Groupe a signé un accord avec Siemens dans le domaine de la sécurité des centres de données. Pour cette solution, Atos et Siemens ont signé une extension de 3 ans de 2018 à 2021 dans le cadre du contrat à long terme d'Infogérance. Enfin, dans le cadre de l'Alliance Globale entre les deux Groupes, Siemens et Atos se sont engagés à cofinancer un investissement supérieur à 20 millions d'euros dans l'Analyse de Données.

Les prises de commande et ratio de prises de commande sur facturations par **Marchés** se décomposent comme suit au premier semestre :

	Prise de commandes	Ratio prise de commandes sur chiffre d'affaires
<i>En millions d'euros et pourcentage</i>	S1 2014	S1 2014
Industrie, Distribution & Transports	1 673	116%
Public & Santé	941	93%
Télécoms, Media & Services aux collectivités	914	98%
Services financiers	832	106%
Total Groupe	4 360	104%

Les prises de commande et ratio de prises de commande sur facturations par **Lignes de Services** se décomposent comme suit sur le premier semestre 2013:

	Prise de commandes	Ratio prise de commandes sur chiffre d'affaires
<i>En millions d'euros et pourcentage</i>	S1 2014	S1 2014
Infogérance	2 412	113%
Conseil & Intégration de Systèmes	1 482	99%
Worldline	467	87%
Total Groupe	4 360	104%

C.1.7.2 Carnet de commandes total

Fin juin 2014, le **carnet de commandes** s'est élevé à **15 314 millions d'euros**, représentant **1,8 année** de chiffre d'affaires, en hausse de +151 millions d'euros. Cette hausse a été portée pour l'essentiel par Infogérance, grâce au renouvellement de plusieurs contrats importants et à la signature de nouveaux grands contrats. En conséquence, le carnet de commandes de la Ligne de Services a ainsi représenté 2,3 années de chiffre d'affaires.

C.1.7.3 Propositions commerciales

Le montant total pondéré des propositions commerciales s'est élevé à **5 034 millions d'euros** à fin juin 2014, restant stable par rapport à fin juin 2013. Cela a représenté **7,0 mois** de chiffre d'affaires. Par activités, le montant total pondéré des propositions commerciales a représenté 10,2 mois de chiffre d'affaires pour Worldline et 6,6 mois du chiffre d'affaires des Services Informatiques.

C.1.8 Gestion des Ressources Humaines

C.1.8.1 Evolution de l'effectif

L'effectif total du Groupe était de **76 465** salariés fin juin 2014, soit **+145 salariés** de plus qu'à fin décembre 2013. Au cours du premier semestre 2014, les effectifs indirects ont diminué de -4%, en raison de la baisse continue des coûts administratifs dans le cadre du programme Tier One, tandis que les effectifs directs ont augmenté de +361 salariés au cours de la même période. Fin juin 2014, l'effectif direct a atteint 70 892 salariés, représentant 92,7 % de l'effectif total du Groupe, contre 92,4% fin décembre 2013.

Au premier semestre 2014, le Groupe a recruté 5 476 nouveaux collaborateurs, dont 53% dans les pays offshore. Les effectifs offshore du Groupe comptaient 16 778 salariés fin juin 2014, représentant 22% de l'effectif total, soit une hausse de +16% par rapport au 30 juin 2013. 56% de ces effectifs étaient localisés en Inde, principalement en Intégration de Systèmes, et 26% en Europe Centrale & de l'Est, principalement en Infogérance.

L'évolution des effectifs par Ligne de Services et Entité Opérationnelle au cours du premier semestre 2014 a été la suivante:

	Début janvier 2014	Adaptation de l'organisation	Début ajusté	Périmètre	Recrutements	Départs	Licenciements, réorganisations & autres	Fin juin 2014
Infogérance	33,277	0	33,277	-71	2,911	-1,687	-710	33,720
Conseil & Intégration de Systèmes	30,581	-99	30,482	233	2,095	-1,673	-724	30,413
HTTS & Activités Spécialisées	6,524	-6,524	0	0	0	0	0	0
Coûts centraux	149	0	149	0	6	-7	6	154
Services IT	70,531	-6,623	63,908	162	5,012	-3,367	-1,428	64,287
Worldline	0	6,623	6,623	0	248	-175	-91	6,605
Total des effectifs directs	70,531	0	70,531	162	5,260	-3,542	-1,519	70,892
Royaume Uni & Irlande	9,626	-630	8,996	0	670	-495	-44	9,127
Allemagne	7,883	0	7,883	0	93	-131	-51	7,794
France	9,280	0	9,280	0	190	-223	-210	9,037
Benelux & Pays Nordiques	6,231	0	6,231	-96	100	-283	-68	5,884
Europe Centrale & de l'Est	7,660	-44	7,616	258	1,015	-377	-169	8,343
Amérique du Nord	3,721	0	3,721	0	278	-224	-231	3,544
Zone Ibérique	4,886	-460	4,426	0	63	-103	-155	4,231
Autres Entités Opérationnelles	16,146	-442	15,704	0	2,603	-1,531	-498	16,278
Structures globales**	50	1	51	0	0	0	-2	49
Services IT	65,483	-1,575	63,908	162	5,012	-3,367	-1,428	64,287
Worldline	5,048	1,575	6,623	0	248	-175	-91	6,605
Total des effectifs directs	70,531	0	70,531	162	5,260	-3,542	-1,519	70,892
Total des effectifs indirects	5,789	0	5,789	29	216	-183	-278	5,573
TOTAL GROUPE	76,320	0	76,320	191	5,476	-3,725	-1,797	76,465

C.1.8.2 Variation de périmètre

Les chiffres indiqués dans cette colonne reflètent de la cession de Metrum au Benelux au premier trimestre 2014 et de l'acquisition de Cambridge Technology en Suisse au deuxième trimestre.

C.1.8.3 Recrutements

Au cours du premier semestre 2014, le nombre total de recrutements a atteint +5 476 salariés, soit une hausse de +7,2% du personnel au 1er janvier 2014. Ces recrutements ont principalement concerné l'Infogérance (+2 911 salariés, soit 55% du nombre total de recrutements sur la période) et l'Intégration de Systèmes (+1 950 recrutés, soit 37% du total des effectifs).

Par Entité Opérationnelle, la croissance des activités offshore d'Infogérance en Pologne (+488 salariés) et en Roumanie (+285 salariés) explique en grande partie les +1 015 recrutements recensés en Europe Centrale & de l'Est. Le Royaume-Uni a recruté +670 collaborateurs pour remplacer les départs et assurer les ressources nécessaires à l'accélération du contrat PIP avec DWP. Les 2 603 recrutements supplémentaires enregistrés dans les Autres Entités Opérationnelles reflètent la croissance plus soutenue des productions offshore, essentiellement en Inde (+1 767 salariés, 33% du nombre total de recrutements directs) et aux Philippines (+106 collaborateurs).

C.1.8.4 Départs

Les départs ne concernent que les démissions volontaires. Le nombre total de départs au cours du premier semestre 2014 a atteint -3 725, dont -3 542 collaborateurs directs, principalement en Infogérance (-1 687 salariés, 48% du nombre total de départs directs) et en Intégration de Systèmes (-1 558 salariés, 44% du nombre total).

Le taux de départs volontaires au premier semestre 2014 s'est élevé à 9,7% au niveau du Groupe, atteignant 17,1% dans les pays émergents, soit un niveau stable par rapport au premier semestre 2013.

C.1.8.5 Restructurations et licenciements

1 568 salariés ont été licenciés ou ont fait l'objet d'une réorganisation au cours du premier semestre 2014. Les efforts de rationalisation ont été concentrés pour l'essentiel au Royaume-Uni, en Amérique du Nord, en Amérique Latine, en Asie Pacifique et au Benelux & Pays Nordiques. Les autres changements correspondent aux fluctuations du nombre de salariés à temps partiel.

C.1.8.6 Sous-traitants externes

Le Groupe comptait 5 505 sous-traitants externes en équivalent temps plein (7,4 % des effectifs temps plein) au 30 juin 2014, soit une baisse de plus de mille par rapport au 30 juin 2013 où ce ratio s'élevait alors à 8,5 %. L'objectif reste une gestion particulièrement rigoureuse du niveau de sous-traitance externe non critique.

C.2 Objectifs 2014

A l'issue du premier semestre et compte tenu des perspectives du second semestre 2014, le Groupe confirme tous ses objectifs pour 2014 comme annoncé le 19 février 2014, i.e. :

Chiffre d'affaires

Le Groupe anticipe une **croissance positive** par rapport à 2013.

Marge opérationnelle

Le Groupe a pour objectif d'augmenter son taux de marge opérationnelle et vise **7,5% à 8,0%** du chiffre d'affaires.

Flux de trésorerie disponible

Le Groupe a l'ambition de générer un flux de trésorerie disponible **supérieur à celui de 2013**, en ligne avec l'ambition 2016.

C.3 Revue financière

C.3.1 Etat du résultat global

Le Groupe a réalisé un résultat net (attribuable aux propriétaires de la société mère) de 76,4 millions d'euros au 30 juin 2014, représentant 1,8% du chiffre d'affaires consolidé. Le résultat net normalisé, retraité des produits et charges inhabituels, anormaux et peu fréquents (nets d'impôts), s'est élevé à 173,5 millions d'euros au 30 juin 2014, représentant 4,2% du chiffre d'affaires consolidé, soit une augmentation de +20 points de base en comparaison avec l'année dernière.

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2014 (6 mois)	% Rentabilité	Semestre clos le 30 juin 2013 (6 mois)	% Rentabilité
Marge opérationnelle	274,6	6,6%	279,0	6,5%
Autres produits et charges opérationnels	-145,2		-87,4	
Résultat opérationnel	129,4	3,1%	191,6	4,5%
Résultat financier	-21,0		-22,5	
Charge d'impôt	-29,2		-53,4	
Participations ne donnant pas le contrôle et quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	-2,8		0,6	
Résultat net - attribuable aux propriétaires de la société mère	76,4	1,8%	116,3	2,7%
Résultat net normalisé - attribuable aux propriétaires de la société mère (*)	173,5	4,2%	173,7	4,0%

(*) défini ci-après

C.3.1.1 Marge opérationnelle

La marge opérationnelle représente la performance opérationnelle sous-jacente des activités courantes et est expliquée dans la revue opérationnelle.

C.3.1.2 Autres produits et charges opérationnels

Le poste « Autres produits et charges opérationnels » comprend les produits et charges qui sont inhabituels, anormaux et peu fréquents. Ils ont représenté une charge nette de 145,2 millions d'euros au 30 juin 2014.

Le tableau ci-dessous détaille ce poste par nature:

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2014 (6 mois)	Semestre clos le 30 juin 2013 (6 mois)
Réorganisation des effectifs	-81,7	-48,3
Rationalisation et frais associés	-22,5	-21,2
Coûts d'intégration et d'acquisition	-7,1	-10,4
Amortissement Relation Clients	-22,1	-22,0
Autres	-11,8	14,5
Total	-145,2	-87,4

Les 81,7 millions d'euros de coûts de **réorganisation des effectifs** sont principalement liés à :

- Un plan de restructuration en Allemagne conclu avec les syndicats en juin 2014 pour les employés de AIT Francfort, compte tenu d'un ensemble de raisons économiques liées à la fin de plusieurs contrats locaux ;
- l'effort d'adaptation des effectifs du Groupe dans différentes GBU telles que le Benelux et les Pays Nordiques, la Zone Ibérique, le Royaume-Uni et l'Allemagne ;
- la rationalisation des niveaux intermédiaires d'encadrement, y compris les fonctions support.

Les 22,5 millions d'euros de **coûts de rationalisation et frais associés** ont été engendrés essentiellement par la fermeture de bureaux et la réorganisation des centres de traitement informatique, principalement en Allemagne (5,7 millions d'euros), au Benelux et Pays Nordiques (2,9 millions d'euros) en lien avec des plans de restructuration. Ce montant inclut également les coûts externes pour la mise en œuvre du programme TEAM chez Worldline (2,4 millions d'euros).

Les **coûts d'intégration et d'acquisition** se sont élevés à 7,1 millions d'euros et correspondent principalement à l'intégration des infrastructures et l'homogénéisation des systèmes informatiques internes.

Les **autres éléments** se sont soldés par une charge de 11,8 millions d'euros, et sont principalement constitués de 5,5 millions d'euros de coûts de services engagés pour le projet d'acquisition du groupe Nets finalement non réalisée, et d'une provision additionnelle de 4,5 millions d'euros pour une perte sur le contrat DWP-MSA suite à l'accord signé au cours de la période.

C.3.1.3 Résultat financier

Le résultat financier du Groupe s'est soldé par une charge de 21,0 millions d'euros sur la période (contre une charge de 22,5 millions d'euros à fin juin 2013). Il est composé d'un coût de l'endettement financier net de 6,1 millions d'euros et de coûts financiers non opérationnels de 14,9 millions d'euros.

Les coûts financiers non opérationnels se sont élevés à 14,9 millions d'euros contre 5,1 millions d'euros en juin 2013 et étaient principalement composés de coûts financiers relatifs aux pensions (7,0 millions d'euros contre 6,6 millions d'euros en 2013), d'une perte nette de change (3,7 millions d'euros contre un gain de change de 0,9 million d'euros en 2013), et d'autres charges financières pour 4,0 millions d'euros (incluant une charge de 2,2 millions d'euros liée aux cessions de créances).

Ces coûts représentent la différence entre les coûts de désactualisation des obligations des régimes à prestations définies et les rendements notionnels générés par les actifs financiers des régimes faisant l'objet de préfinancements.

C.3.1.4 Impôt

La charge d'impôt sur le premier semestre de l'exercice 2014 s'est élevée à 29,2 millions d'euros (incluant, depuis 2009, la CVAE - Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises) pour un résultat avant impôt de 108,4 millions d'euros. L'application d'un Taux d'Impôt Effectif (TIE) annualisé de 26,3% puis ajusté de l'impact fiscal des éléments inhabituels a mené à un TIE de 27,0%.

C.3.1.5 Participations ne donnant pas le contrôle

Les participations ne donnant pas le contrôle comprennent les participations détenues par les partenaires des coentreprises et par d'autres associés du Groupe. Elles ont donné lieu à un produit de 0,8 million d'euros pour la période (comparé à une charge de 1,4 million d'euros en juin 2013).

C.3.1.6 Résultat net normalisé

Le résultat net normalisé avant éléments inhabituels, anormaux et peu fréquents (nets d'impôt) s'est élevé à 173,5 millions d'euros, représentant 4,2 % du chiffre d'affaires consolidé de la période, en hausse de + 20 points de base par rapport à juin 2013.

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2014 (6 mois)	Semestre clos le 30 juin 2013 (6 mois)
Résultat net - attribuable aux propriétaires de la société mère	76,4	116,3
Autres produits et charges opérationnels	-145,2	-87,4
Effet d'impôt sur les autres produits et charges opérationnels	47,4	27,3
Autres éléments fiscaux inhabituels	0,7	2,7
Total éléments inhabituels - net d'impôt	-97,1	-57,4
Résultat net normalisé - attribuable aux propriétaires de la société mère	173,5	173,7

C.3.1.7 Résultat net par action (RNPA) semestriel

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2014 (6 mois)	% Rentabilité	Semestre clos le 30 juin 2013 (6 mois)	% Rentabilité
Résultat net - attribuable aux propriétaires de la société mère [a]	76,4	1,8%	116,3	2,7%
Impact des instruments dilutifs	-		8,1	
Résultat net dilué - attribuable aux propriétaires de la société mère [b]	76,4	1,8%	124,4	2,9%
Résultat net normalisé - attribuable aux propriétaires de la société mère [c]	173,5	4,2%	173,7	4,0%
Impact des instruments dilutifs	-		8,1	
Résultat net normalisé dilué - attribuable aux propriétaires de la société mère [d]	173,5	4,2%	181,8	4,2%
Nombre moyen d'actions [e]	98 809 813		85 741 350	
Impact des instruments dilutifs	1 555 170		12 849 350	
Nombre moyen dilué d'actions [f]	100 364 983		98 590 700	
(en euros)				
RNPA (Résultat net par action) [a]/[e]	0,77		1,36	
RNPA dilué [b]/[f]	0,76		1,26	
RNPA normalisé [c]/[e]	1,76		2,03	
RNPA dilué normalisé [d]/[f]	1,73		1,84	

Les instruments dilutifs sont constitués d'options de souscription d'actions (correspondant à 1 555 170 options) et n'ont pas engendré de retraitement au niveau du résultat net servant de base de calcul au résultat dilué par action.

C.3.2 Tableau de flux de trésorerie et trésorerie nette

Au 30 juin 2014, la position de trésorerie nette du Groupe s'élevait à 216,7 millions d'euros, soit une diminution de 141,9 millions d'euros de la trésorerie nette par rapport à juin 2013.

La position de trésorerie nette de clôture à fin juin 2014 ne comprend pas le montant de 551,2 millions d'euros, correspondant aux fonds reçus, nets des coûts de transactions, liés à la cession de 16,8 % de la participation d'Atos SE dans Worldline SA et à l'augmentation de capital de Worldline SA. Ces fonds ont été encaissés le 1er juillet 2014.

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2014 (6 mois)	Semestre clos le 30 juin 2013 (6 mois)
Excédent Brut Opérationnel (EBO)	400,7	380,9
Investissements opérationnels	-154,5	-169,8
Variation du besoin en fonds de roulement	31,3	63,3
Flux de trésorerie opérationnel	277,5	274,4
Réorganisation provenant des autres produits et charges opérationnels	-70,8	-59,8
Rationalisation et frais associés provenant des autres produits et charges opérationnels	-19,1	-27,4
Coûts d'intégration et d'acquisition	-7,1	-10,4
Investissements financiers nets (*)	-1,6	2,6
Impôts payés	-74,8	-36,9
Coût de l'endettement financier net payé	-6,1	-17,4
Participation des salariés transférée en fonds d'emprunt	-1,0	-2,6
Autres variations (**)	26,8	35,3
Flux de trésorerie disponible	123,8	157,8
(Acquisitions)/cessions (solde net)	-20,1	-
Fonds sous séquestre pour l'acquisition de Bull	-628,3	-
Programme de rachat d'actions	-138,7	-
Dividendes versés aux actionnaires	-38,3	-17,3
Flux de trésorerie net	-701,6	140,5
Trésorerie / (Endettement) net(te) d'ouverture	905,4	232,1
Variation nette de trésorerie / (endettement)	-701,6	140,5
Incidence de cours de monnaies étrangères sur la trésorerie / (endettement)	12,9	-14,0
Trésorerie / (Endettement) net(te) de clôture	216,7	358,6

(*) Investissements financiers nets à long terme excepté les acquisitions et les cessions.

(**) Les autres variations correspondent aux autres éléments opérationnels décaissés (excluant la réorganisation, la rationalisation et frais associés, les coûts d'intégration et d'acquisition), aux dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle, à la vente d'actions propres & aux augmentations de capital liées à l'exercice d'options de souscription d'actions et autres éléments financiers décaissés.

Le flux de trésorerie disponible représenté par la variation de trésorerie nette ou de l'endettement net, corrigée des variations de capital, des dividendes versés aux actionnaires et des acquisitions/cessions sur la période, a atteint 123,8 millions d'euros contre 157,8 millions d'euros sur le premier semestre 2013.

Le montant du **flux de trésorerie opérationnel** s'est élevé à 277,5 millions d'euros et a progressé de 3,1 millions d'euros par rapport à l'année dernière. Cette hausse s'est expliquée par l'effet combiné des trois éléments suivants :

- une hausse de l'Excédent Brut Opérationnel (EBO) de 19,8 millions d'euros ;
- une diminution des investissements opérationnels de 15,3 millions d'euros ; et
- une diminution du besoin en fonds de roulement de 32,0 millions d'euros.

L'**EBO** s'est établi à 400,7 millions d'euros, soit une augmentation de 19,8 millions d'euros par rapport à juin 2013, représentant 9,6% du chiffre d'affaires contre 8,9 % en juin 2013. Le passage de la marge opérationnelle à l'EBO est le suivant :

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2014 (6 mois)	Semestre clos le 30 juin 2013 (6 mois)
Marge opérationnelle	274,6	279,0
+ Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles	149,0	165,9
+ Valeur nette des immobilisations cédées/mises au rebut	9,1	8,9
+ Charges relatives à des paiements fondés sur des actions	9,3	5,7
+/- Dotations / (Reprises) nettes aux provisions pour retraite	-12,7	-39,9
+/- Dotations / (Reprises) nettes aux provisions	-28,6	-38,7
EBO	400,7	380,9

Les investissements opérationnels ont atteint 154,5 millions d'euros et 3,7% du chiffre d'affaires, légèrement inférieurs aux 4,0% du premier semestre 2013. Les principaux investissements ont été réalisés en Allemagne (35,3 millions d'euros) et au Royaume-Uni (24,6 millions d'euros) en lien avec l'exécution de nouveaux contrats BPO et d'Infogérance, et de Worldline (31,0 millions d'euros) principalement liés à la capitalisation de coûts relatifs à la modernisation des plateformes technologiques.

La variation positive du **besoin en fonds de roulement** a atteint 31,3 millions d'euros (contre 63,3 millions d'euros en 2013). Le délai de règlement clients est passé à 45 jours à fin juin 2014 contre 44 jours à fin juin 2013. Le délai de règlement clients a été positivement impacté de 11 jours contre 7 jours en juin 2013, par la mise en place de contrats financiers sur de grands comptes. Par ailleurs, le délai de paiement fournisseurs s'est établi à 94 jours à fin juin 2014 contre 84 jours à fin juin 2013, grâce à la mise en œuvre d'un plan stratégique par la fonction Achats réduisant le nombre de fournisseurs en échange de conditions de paiement plus favorables.

Les **impôts payés** se sont élevés à 74,8 millions d'euros, soit 37,9 millions d'euros de plus par rapport à l'année dernière. L'augmentation des impôts payés correspond à des paiements différés d'impôts relatifs à des périodes antérieures et devenus exigibles au premier semestre 2014, principalement en Allemagne pour 23,8 millions d'euros et chez Worldline Belgique pour 8,9 millions d'euros.

Le **coût de l'endettement financier net** s'est élevé à 6,1 millions d'euros, en baisse de 11,3 millions d'euros par rapport au premier semestre 2013, et comprend :

- un taux moyen de la charge d'intérêt sur les emprunts de 2,45%, inférieur au taux de 4,62% en 2013 (cette diminution est principalement due aux remboursements des OCEANes) et,
- une rémunération moyenne de la trésorerie du Groupe à 0,64% comparée à 0,55% en 2013.

Les décaissements liés aux **coûts de réorganisation** ont représenté 70,8 millions d'euros. Les principales GBU impactées ont été la France, le Benelux et les Pays Nordiques, l'Allemagne, l'Europe Centrale et de l'Est, et le Royaume-Uni & Irlande.

Les **coûts de rationalisation et frais associés** de 19,1 millions d'euros ont été générés par la fermeture de bureaux et de centres de traitement informatique dans le cadre de la politique d'optimisation du parc immobilier du Groupe. Les principales GBU concernées ont été l'Allemagne, le Benelux et les Pays Nordiques, l'Europe Centrale et de l'Est, et le Royaume-Uni & Irlande.

La ligne « **Autres variations** » de 26,8 millions d'euros correspond principalement:

- à la vente d'actions propres et à l'émission d'actions ordinaires pour 57,2 millions d'euros suite à l'exercice de stocks options par des employés;
- aux autres charges opérationnelles pour 16,4 millions d'euros dont une charge de 10,5 millions d'euros liée à la perte sur le contrat DWP-MSA, et de 5,5 millions d'euros de coûts de services engagés pour le projet d'acquisition du groupe Nets finalement non réalisée;
- aux autres charges financières pour 12,8 millions d'euros ; et
- au versement de dividendes aux participations ne donnant pas le contrôle pour 1,2 million d'euros.

Par conséquent, le **flux de trésorerie disponible** du Groupe, au premier semestre 2014, s'est élevé à 123,8 millions d'euros.

L'impact de l'endettement net provenant des **acquisitions nettes de cessions** a représenté 20,1 millions d'euros et correspond à l'acquisition de Cambridge Technology Partners en Europe Centrale et de l'Est (incluant 5,8 millions d'euros de trésorerie nette).

Les **fonds sous séquestre pour l'acquisition de Bull**, portant sur l'intégralité des actions et des instruments fondés sur des actions, s'élèvent à 628,3 millions d'euros.

Durant le premier semestre 2014, le Groupe a racheté des actions propres pour 138,7 millions d'euros dans le cadre du **programme de rachat d'actions** et du contrat de liquidité.

Au cours du premier semestre 2014, les **dividendes versés aux actionnaires** de la société mère se sont élevés à 69,1 millions d'euros (0,70 euro par action) dont 38,3 millions d'euros ont été versés en numéraire et 30,8 millions d'euros ont été payés par l'émission d'actions nouvelles.

La **variation de cours de monnaies étrangères**, déterminée sur l'exposition de la dette ou de la trésorerie par pays, a provoqué une augmentation de la trésorerie nette de 12,9 millions d'euros, du fait principalement de la variation du cours de l'euro par rapport au cours de la livre sterling pour 10,1 millions d'euros.

C.3.3 Résultats de la société mère

Le résultat avant impôt de la société mère s'est élevé à 60,4 millions d'euros à fin juin 2014, comparé à 7,0 millions d'euros pour le premier semestre 2013.

C.4 Etats financiers consolidés résumés semestriels

C.4.1 Compte de résultat consolidé semestriel

(en millions d'euros)	Notes	Semestre clos le 30 juin 2014 (6 mois)	Semestre clos le 30 juin 2013 (6 mois)	Exercice clos le 31 décembre 2013 (12 mois)
Chiffre d'affaires	Note 2	4 176,3	4 290,0	8 614,6
Charges de personnel	Note 3	-2 215,9	-2 277,2	-4 445,9
Charges opérationnelles	Note 4	-1 685,8	-1 733,8	-3 523,5
Marge opérationnelle		274,6	279,0	645,2
En % du chiffre d'affaires		6,6%	6,5%	7,5%
Autres produits et charges opérationnels	Note 5	-145,2	-87,4	-228,5
Résultat opérationnel		129,4	191,6	416,7
En % du chiffre d'affaires		3,1%	4,5%	4,8%
Coût de l'endettement financier net		-6,1	-17,4	-30,9
Autres charges financières		-54,8	-26,7	-68,3
Autres produits financiers		39,9	21,6	36,5
Résultat financier	Note 6	-21,0	-22,5	-62,7
Résultat avant impôt		108,4	169,1	354,0
Charge d'impôt	Note 7	-29,2	-53,4	-95,9
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence		-2,0	-0,8	1,5
Résultat net		77,2	114,9	259,6
Dont attribuable aux:				
- propriétaires de la société mère		76,4	116,3	261,6
- participations ne donnant pas le contrôle		0,8	-1,4	-2,0

(en euros et en nombre d'actions)

Résultat net – attribuable aux propriétaires de la société mère	Note 8			
Nombre moyen pondéré d'actions		98 809 813	85 741 350	87 805 661
Résultat net par action – attribuable aux propriétaires de la société mère		0,77	1,36	2,98
Nombre moyen pondéré dilué d'actions		100 364 983	98 590 700	99 336 179
Résultat net dilué par action – attribuable aux propriétaires de la société mère		0,76	1,26	2,77

C.4.2 Etat du résultat global semestriel

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2014 (6 mois)	Semestre clos le 30 juin 2013 (6 mois)	Exercice clos le 31 décembre 2013 (12 mois)
Résultat net de la période	77,2	114,9	259,6
Autres éléments du résultat global - à reclasser en compte de résultat (recyclables):	43,5	-44,0	-68,3
Variation de juste valeur des instruments financiers	10,8	-3,1	-0,1
Variation de la réserve de conversion	35,4	-43,6	-69,8
Effet d'impôt sur les éléments recyclables directement reconnus en capitaux propres	-2,7	2,7	1,6
- non reclassés en compte de résultat (non-recyclables):	-62,6	-2,5	-92,1
Gains et pertes actuariels générés sur la période liés aux engagements de retraite	-88,5	-3,2	-108,8
Effet d'impôt sur les éléments non recyclables directement reconnus en capitaux propres	25,9	0,7	16,7
Total autres éléments du résultat global	-19,1	-46,5	-160,4
Total résultat global de la période	58,1	68,4	99,2
Dont attribuable aux:			
- propriétaires de la société mère	57,3	69,8	101,2
- participations ne donnant pas le contrôle	0,8	-1,4	-2,0

C.4.3 Etats consolidés semestriels de la situation financière

(en millions d'euros)	Notes	30 juin 2014	31 décembre 2013	30 juin 2013
ACTIF				
Goodwill	Note 9	1 960,4	1 915,7	1 917,8
Immobilisations incorporelles		436,1	445,4	450,4
Immobilisations corporelles		622,6	619,0	634,8
Actifs financiers non courants	Note 10	1 098,4	376,5	409,4
Instruments financiers non courants		1,6	0,3	1,9
Impôts différés actifs		428,1	336,5	411,1
Total des actifs non courants		4 547,2	3 693,4	3 825,4
Clients et comptes rattachés	Note 11	1 751,4	1 722,5	1 865,8
Impôts courants		118,4	23,7	67,0
Autres actifs courants	Note 12	1 117,6	437,3	482,2
Instruments financiers courants		7,9	19,1	7,0
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Note 13	922,2	1 306,2	1 230,8
Total des actifs courants		3 917,5	3 508,8	3 652,8
TOTAL DE L'ACTIF		8 464,7	7 202,2	7 478,2

(en millions d'euros)	Notes	30 juin 2014	31 décembre 2013	30 juin 2013
PASSIF				
Capital social		100,2	98,1	87,1
Primes		2 471,1	2 385,1	1 899,0
Réserves consolidées		869,9	350,1	478,1
Ecart de conversion		-150,3	-185,7	-159,6
Résultat de l'exercice attribuable aux propriétaires de la société mère		76,4	261,6	116,3
Capitaux propres attribuable aux propriétaires de la société mère		3 367,3	2 909,2	2 420,9
Participations ne donnant pas le contrôle		181,8	30,0	23,5
Total capitaux propres		3 549,1	2 939,2	2 444,4
Provisions retraites et assimilées	Note 14	795,0	723,1	743,3
Provisions non courantes	Note 15	80,0	108,9	125,1
Passifs financiers		606,0	307,3	763,1
Impôts différés passifs		217,0	147,5	244,7
Instruments financiers non courants		5,7	6,8	10,0
Autres passifs non courants		8,9	9,5	10,1
Total des passifs non courants		1 712,6	1 303,1	1 896,3
Fournisseurs et comptes rattachés	Note 17	1 233,2	1 055,6	1 112,1
Impôts courants		136,9	80,2	142,6
Provisions courantes	Note 15	199,7	193,5	175,3
Instruments financiers courants		0,5	25,9	13,0
Part à moins d'un an des passifs financiers		99,5	93,5	109,0
Autres passifs courants		1 533,2	1 511,2	1 585,5
Total des passifs courants		3 203,0	2 959,9	3 137,5
TOTAL DU PASSIF		8 464,7	7 202,2	7 478,2

C.4.4 Tableau de flux de trésorerie consolidé semestriel

(en millions d'euros)	Notes	Semestre clos le 30 juin 2014 (6 mois)	Semestre clos le 30 juin 2013 (6 mois)	Exercice clos le 31 décembre 2013 (12 mois)
Résultat avant impôt		108,4	169,1	354,0
Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles	Note 4	149,0	165,9	329,1
Dotations/(Reprises) nettes aux provisions d'exploitation		-41,4	-78,5	-145,1
Dotations/(Reprises) nettes aux provisions financières		7,6	6,9	16,9
Dotations/(Reprises) nettes aux autres provisions opérationnelles		9,3	-18,5	-38,0
Amortissement de la Relation Clients		22,1	22,0	44,3
(Plus)/Moins-values de cessions d'immobilisations		6,9	-13,1	-12,7
Charges relatives à des paiements fondés sur des actions		9,3	5,7	16,7
Pertes/(Gains) sur instruments financiers		-5,3	-0,1	2,5
Coût de l'endettement financier net	Note 6	6,1	17,4	30,9
Flux nets de trésorerie générés par l'activité avant variation du besoin en fonds de roulement, intérêts financiers et impôt		272,0	276,8	598,6
Impôts payés		-74,8	-36,9	-96,7
Variation du besoin en fonds de roulement		31,3	63,3	111,2
Flux nets de trésorerie générés par l'activité		228,5	303,2	613,1
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles		-154,5	-169,8	-340,0
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles		2,6	23,8	34,5
Investissements d'exploitation nets		-151,9	-146,0	-305,5
Décaissements / encaissements liés aux acquisitions d'immobilisations financières		-669,1	-4,7	-28,0
Trésorerie des sociétés acquises durant la période		5,8	-	2,5
Encaissements liés aux cessions financières		18,2	7,3	7,3
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence		-	-	2,4
Investissements financiers nets	Note 18	-645,1	2,6	-15,8
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement		-797,0	-143,4	-321,3
Augmentations de capital liées à l'exercice d'options de souscription d'actions		57,2	23,8	98,1
Augmentation de capital souscrite par les minoritaires		-	-	13,0
Obligations convertibles		-	-	-2,0
Rachats et reventes d'actions propres		-138,7	-	-115,8
Dividendes versés aux actionnaires		-38,3	-17,3	-17,3
Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle		-1,2	-5,7	-6,0
Décaissements liés aux acquisitions des participations ne donnant pas le contrôle		-	-	-1,6
Souscription de nouveaux emprunts	Note 16	305,2	12,8	8,2
Nouveaux contrats de location-financement	Note 16	-0,1	1,9	2,2
Remboursements d'emprunts à long et à moyen terme	Note 16	-4,1	-6,9	-37,8
Coût de l'endettement financier net payé		-6,1	-15,1	-19,9
Autres mouvements liés aux opérations de financement		-4,6	-56,6	-58,6
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement		169,3	-63,1	-137,5
Variation de trésorerie		-399,2	96,7	154,3
Trésorerie et équivalents de trésorerie nets à l'ouverture		1 238,3	1 109,6	1 109,6
Variation de trésorerie	Note 16	-399,2	96,7	154,3
Variation de cours de monnaies étrangères sur la trésorerie		16,5	-17,4	-25,6
Trésorerie et équivalents de trésorerie nets à la clôture	Note 18	855,6	1 188,9	1 238,3

C.4.5 Variation semestrielle des capitaux propres consolidés

(en millions d'euros)	Nombre d'actions à la clôture (en milliers)	Capital social	Primes	Réserves consolidées	Ecarts de conversion	Éléments constatés directement en capitaux propres	Résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère	Capitaux propres – attribuables aux propriétaires de la société	Participations ne donnant pas le contrôle	Capitaux propres
Au 1er janvier 2013	85 703	85,7	1 842,5	312,8	-116,0	-10,1	223,8	2 338,7	30,8	2 369,5
* Augmentation de capital	1 408	1,4	56,5	-34,1				23,8		23,8
* Affectation du résultat net de l'exercice précédent				223,8			-223,8	-		-
* Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle				-17,3				-17,3	-5,7	-23,0
* Paiements fondés sur des actions				5,7				5,7		5,7
* Autres				0,2				0,2	-0,2	-
Transactions avec les actionnaires	1 408	1,4	56,5	178,3	-	-	-223,8	12,4	-5,9	6,5
* Résultat net de la période							116,3	116,3	-1,4	114,9
* Autres éléments du résultat global				-2,5	-43,6	-0,4		-46,5		-46,5
Total du résultat global de la période				-2,5	-43,6	-0,4	116,3	69,8	-1,4	68,4
Au 30 juin 2013	87 111	87,1	1 899,0	488,6	-159,6	-10,5	116,3	2 420,9	23,5	2 444,4
* Augmentation de capital	11 055	11,0	486,1	0,1				497,2		497,2
* Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle				-				-	-0,3	-0,3
* Paiements fondés sur des actions				11,0				11,0		11,0
* Achat d'actions propres				-33,9				-33,9		-33,9
* Part des instruments composés				-23,8				-23,8		-23,8
* Autres				6,3				6,3	7,5	13,8
Transactions avec les actionnaires	11 055	11,0	486,1	-40,3	-	-	-	456,8	7,2	464,0
* Résultat net de la période							145,3	145,3	-0,6	144,7
* Autres éléments du résultat global				-89,6	-26,1	1,9		-113,8	-0,1	-113,9
Total du résultat global de la période				-89,6	-26,1	1,9	145,3	31,5	-0,7	30,8
Au 31 décembre 2013	98 166	98,1	2 385,1	358,7	-185,7	-8,6	261,6	2 909,2	30,0	2 939,2
* Augmentation de capital	2 097	2,1	86,0	-30,8				57,3		57,3
* Affectation du résultat net de l'exercice précédent				261,6			-261,6	-		-
* Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle				-38,3				-38,3	-1,2	-39,5
* Paiements fondés sur des actions				9,3				9,3		9,3
* Achat d'actions propres				-25,7				-25,7		-25,7
* Impact lié à l'introduction en bourse de Worldline				398,6				398,6	152,2	550,8
* Autres				-0,4				-0,4		-0,4
Transactions avec les actionnaires	2 097	2,1	86,0	574,3	-	-	-261,6	400,8	151,0	551,8
* Résultat net de la période							76,4	76,4	0,8	77,2
* Autres éléments du résultat global				-62,6	35,4	8,1		-19,1		-19,1
Total du résultat global de la période				-62,6	35,4	8,1	76,4	57,3	0,8	58,1
Au 30 juin 2014	100 263	100,2	2 471,1	870,4	-150,3	-0,5	76,4	3 367,3	181,8	3 549,1

C.4.6 Annexes aux états financiers consolidés résumés semestriels

C.4.6.1 Base de préparation

Les états financiers intermédiaires consolidés 2014 ont été établis conformément aux normes comptables internationales telles qu'approuvées par l'Union européenne au 30 juin 2014.

Les normes internationales comprennent les « International Financial Reporting Standards » (IFRS) publiées par l'« International Accounting Standards Board » (IASB), les « International Accounting Standards » (IAS), les interprétations du « Standing Interpretations Committee » (SIC) et de l'« International Financial Reporting Interpretations Committee » (IFRIC).

Ces normes et interprétations sont consultables sur :

http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm

Les principes comptables, les règles de présentation et les méthodes de calcul mis en application pour les états financiers intermédiaires consolidés à fin juin 2014 sont conformes à ceux appliqués lors de l'élaboration des comptes consolidés au 31 décembre 2013 et présentés dans le Document de Référence de 2013.

Les états financiers intermédiaires consolidés résumés pour le semestre clos le 30 juin 2014 ont été préparés conformément à la norme IAS 34 – Information financière intermédiaire. Ainsi, ces états financiers n'incluent pas toute l'information requise pour des états financiers annuels et doivent être lus en coordination avec les états financiers consolidés du Groupe au 31 décembre 2013.

Les normes, les interprétations et les amendements aux normes en vigueur qui ont été publiés et qui sont d'application obligatoire aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2014 sont présentés ci-après :

- IFRS 10 - Etats financiers consolidés ;
- IFRS 11 - Partenariats ;
- IFRS 12 - Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités ;
- IAS 27 (révisée) - Etats financiers individuels ;
- IAS 28 (révisée) - Participations dans des entreprises associées et dans des coentreprises ;
- Amendements à IFRS 10, 11 et 12 – Dispositions transitoires ;
- IAS 32 (révisée) - Compensation des actifs et passifs financiers ;
- IAS 36 (révisée) - Informations à fournir – Valeur recouvrable des actifs non financiers ;
- Amendements à IFRS 10, 12 et IAS 27 – Entités d'investissement ;
- Amendements à IAS 39 – Novation de dérivés et maintien de la comptabilité de couverture.

L'impact de l'adoption de ces nouvelles normes, interprétations et amendements aux normes existantes sur les états financiers du Groupe est non significatif.

Les états financiers consolidés ne tiennent pas compte :

- des projets de normes à l'état d'exposé - sondage au niveau de l'« International Accounting Standards Board » (IASB).
- des nouvelles normes, interprétations et amendements aux normes existantes non encore approuvés par l'Union Européenne, notamment :
 - IFRS 9 – Instruments financiers (remplacement de l'IAS 39) ;
 - IFRIC 21 – Taxes prélevées par une autorité publique ;
 - Améliorations annuelles des IFRS – cycle 2010-2012 ;
 - Améliorations annuelles des IFRS – cycle 2011-2013 ;
 - Amendements à IAS 19 – Régimes à prestations définies : contribution des membres du personnel ;
 - IFRS 14 – Comptes de report règlementaires ;
 - Amendements à IFRS 11 : Comptabilisation des acquisitions d'intérêts dans des entreprises communes ;
 - Amendements à IAS 16 et IAS 38 – Clarification sur les modes d'amortissement acceptables.

L'impact de ces normes, amendements et interprétations sur les états financiers consolidés est en cours d'évaluation.

Les états financiers consolidés sont présentés dans la devise fonctionnelle du Groupe en euros. Tous les montants sont présentés en millions d'euros avec une décimale.

Les règles énoncées ci-dessous ont été appliquées uniformément à tous les exercices présentés dans ce rapport.

C.4.6.2 Principes comptables significatifs

En complément des principes comptables indiqués dans le rapport annuel, les principes comptables suivants sont applicables pour les comptes intermédiaires :

Dépréciation d'actifs

Les goodwill et les actifs amortissables font l'objet d'un test de dépréciation dès lors que des événements ou des circonstances indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrée. Une perte de valeur est reconnue le cas échéant pour l'excès de valeur comptable de l'actif sur sa valeur recouvrable.

De tels événements et circonstances incluent mais ne se limitent pas à :

- un écart significatif de la performance économique des actifs comparé au budget ;
- une détérioration importante de l'environnement économique des actifs ;
- la perte d'un client majeur ;
- une hausse significative des taux d'intérêts.

Retraites et avantages similaires

Le principe de réévaluation des actifs et passifs de retraite lors des arrêts intermédiaires est inchangé, c'est-à-dire que des réévaluations actuarielles ne sont mises en œuvre que si des mouvements importants interviennent dans les taux d'actualisation à utiliser selon la norme IAS 19 révisée, et sont limitées aux régimes les plus significatifs du Groupe. Pour les régimes moins significatifs, ou s'il n'y a pas de changements importants, des projections actuarielles sont utilisées.

Les coûts des plans de retraite sont reconnus au sein du résultat opérationnel du Groupe, à l'exception de l'intérêt sur les passifs nets (des actifs) qui est reconnu au sein du résultat financier.

Charge d'impôt

La charge d'impôt comprend la charge d'impôt sur le résultat et les impôts différés.

Dans le cadre des comptes semestriels, la charge d'impôts du Groupe a été déterminée sur la base du taux d'impôt effectif estimé au titre de l'exercice. Ce taux est appliqué au « Résultat net avant impôt ». Le taux d'impôt effectif estimé au titre de l'exercice est déterminé en fonction de la charge d'impôt prévue compte tenu des prévisions de résultat du Groupe pour l'exercice.

C.4.6.3 Annexes aux états financiers consolidés résumés semestriels

Note 1 Variation de périmètre

Dans le cadre de l'introduction en bourse de Worldline, Atos SE a cédé des actions existantes sur le marché réglementé Euronext Paris (Compartiment A; Code ISIN: FR0011981968; code mnémonique: WLN).

Les fonds levés auprès d'investisseurs français et internationaux s'élèvent à 574,7 millions d'euros (avant tout exercice de l'option de surallocation), comprenant 255,0 millions d'euros issus des actions nouvelles (15 548 780 actions nouvelles) et 319,7 millions d'euros issus des actions existantes (19 492 013 actions existantes) cédées par Atos SE. Les négociations des actions Worldline ont débuté le 27 juin 2014 et le règlement-livraison de l'offre a eu lieu le 1^{er} juillet 2014.

Les effets de l'introduction en bourse sont reflétés dans les comptes semestriels d'Atos au 30 juin 2014, à l'exception de l'option de surallocation.

Atos conservant le contrôle de Worldline à la suite de l'introduction en bourse, le résultat net, issu de la cession des actions existantes détenues par Atos SE et des fonds levés provenant de l'augmentation de capital de Worldline, est présenté dans les capitaux propres d'Atos.

L'impact sur les capitaux propres est présenté comme suit :

(en millions d'euros)	30 juin 2014
Prix de cession des titres cédés par Atos SE	319,7
Réserves accumulées	53,9
Produits provenant de la cession des actions existantes	265,8
Coûts de transaction liés à l'introduction en bourse	-8,1
Produits provenant de l'émission des actions nouvelles	184,2
Perte liée à la dilution	-31,6
Résultat en capitaux propres	410,3
Impôts	-11,7
Résultat net en capitaux propres	398,6

Tout d'abord, Atos a cédé 19 492 013 actions existantes Worldline au prix de 16,4 euros par action, générant un produit de cession de 319,7 millions d'euros, diminué des réserves accumulées dans les comptes d'Atos pour 53,9 millions d'euros et de coûts de transaction liés à l'introduction en bourse pour 8,1 millions d'euros.

Aussi, Worldline a émis 15 548 780 actions nouvelles en juin 2014, à 16,4 euros par action, générant un produit net de coûts de transaction pour 251,0 millions d'euros et la comptabilisation de participations ne donnant pas le contrôle pour 66,8 millions d'euros.

Enfin, une perte de 31,6 millions d'euros due à une dilution de 9,8% dans Worldline a également été comptabilisée en capitaux propres.

Hormis la dilution dans Worldline, il n'y a pas eu de variation de périmètre significative depuis le 1^{er} janvier 2014.

Note 2 Information sectorielle

En accord avec la norme IFRS 8, les résultats des segments opérationnels présentés sont basés sur la présentation du reporting interne qui est régulièrement revu par le principal décideur opérationnel puis réconcilié au résultat du Groupe. Le principal décideur opérationnel évalue le résultat ou la perte des segments en calculant un résultat opérationnel. Le principal décideur opérationnel, qui est responsable de l'allocation des ressources et de l'évaluation de la performance des segments opérationnels, a été identifié comme étant le Président-Directeur Général qui prend les décisions stratégiques.

Le principal décideur opérationnel a réorganisé les segments opérationnels de la manière suivante :

Segments opérationnels	Activités
Royaume-Uni & Irlande	Conseil & Intégration de Systèmes et Infogérance en Irlande et au Royaume-Uni.
Allemagne	Conseil & Intégration de Systèmes et Infogérance en Allemagne.
Benelux et Pays Nordiques	Conseil & Intégration de Systèmes et Infogérance en Belgique, Danemark, Estonie, Finlande et Pays Baltes, Luxembourg, Pays-Bas et Suède.
France	Conseil & Intégration de Systèmes et Infogérance en France.
Europe Centrale et de l'Est	Conseil & Intégration de Systèmes et Infogérance en Autriche, Bulgarie, Croatie, Hongrie, Italie, Pologne, République Tchèque, Roumanie, Russie, Serbie, Slovaquie, Suisse et Turquie.
Amérique du Nord	Conseil & Intégration de Systèmes et Infogérance au Canada et aux Etats-Unis.
Zone Ibérique	Conseil & Intégration de Systèmes et Infogérance en Andorre, Portugal et Espagne.
Autres pays	Conseil & Intégration de Systèmes et Infogérance en Afrique du Sud, Arabie Saoudite, Argentine, Australie, Brésil, Chine, Colombie, Egypte, Hong-Kong, Inde, Japon, Malaisie, Mexique, Maroc, Nouvelle-Zélande, Philippines, Qatar, Singapour, Taïwan, Thaïlande, EAU, et aussi les activités de Major Events.
Worldline	Services Transactionnels de Haute Technologie & Activités Spécialisées en Allemagne, Argentine, Autriche, Belgique, Chili, Chine, France, Hong-Kong, Zone Ibérique, Inde, Indonésie, Malaisie, Pays-Bas, Philippines, Royaume-Uni, Singapour, Taïwan et Thaïlande.

Les transferts et les transactions entre les différents segments sont effectués dans des conditions commerciales normales qui s'appliqueraient également à des tierces parties non liées.

Aucun contrat ne génère plus de 10% du chiffre d'affaires du Groupe.

En 2013, afin d'améliorer l'efficacité opérationnelle du Groupe, le principal décideur opérationnel a décidé d'effectuer les adaptations suivantes à l'organisation du Groupe :

- la GBU **Europe du Nord, du Sud et de l'Ouest (N&SWE)** a été divisée entre d'une part les Pays Nordiques, transférés à la GBU renommée Benelux et Pays Nordiques (BTN) et d'autre part, la Suisse et l'Italie transférées à la GBU Europe Centrale et de l'Est (CEE) ;
- l'entité **Atos Worldline Financial Markets (AWFM)** a été transférée sous le management de la GBU France. En matière de Ligne de Services, AWFM se rattache à Intégration de Systèmes ;
- **Atos Worldgrid**, faisant précédemment partie du segment « Autres pays », est dorénavant reportée dans les GBUs correspondantes (France, Italie, Espagne et Asie-Pacifique). En matière de Ligne de Services, Atos Worldgrid est rattachée à Intégration de Systèmes.

En juin 2013, la filialisation de Worldline n'était pas achevée. Comme il était impossible pratiquement de refléter cette filialisation dans les états financiers consolidés d'Atos pour la période semestrielle terminée le 30 juin 2013, l'information sectorielle, pour cette période, est présentée ci-après sous l'ancien périmètre de Worldline.

Les changements par rapport à la segmentation organisationnelle de 2013 sont résumés ci-après :

Segments opérationnels en 2013	Réallocations	Segments opérationnels en 2014
Europe du Nord, du Sud et de l'Ouest	Danemark, Suède, Finlande & autres pays Nordiques	Benelux et Pays Nordiques
	Italie et Suisse	Europe Centrale et de l'Est
Atos Worldgrid	Atos Worldgrid Allemagne	Allemagne
	Atos Worldgrid Espagne	Espagne
	Atos Worldgrid Italie	Europe Centrale et de l'Est
	Atos Worldgrid Chine	Autres pays
	Atos Worldgrid France	France

Le changement dans le reporting est appliqué rétroactivement et les chiffres comparables sont retraités.

L'information relative aux segments opérationnels pour la période est la suivante:

(en millions d'euros)	Royaume Uni & Irlande	Allemagne	Benelux et Pays Nordiques	France	Europe Centrale et de l'Est	Amérique du Nord	Zone Ibérique	Autres Pays	Worldline	Total Segments opération- nels	Autres Corporate	Elimination	Total Groupe
Semestre clos le 30 juin 2014													
Chiffre d'affaires par segment	812,4	784,0	499,9	505,0	388,3	291,7	145,7	214,1	535,2	4 176,3			4 176,3
%	19,5%	18,8%	12,0%	12,1%	9,3%	7,0%	3,5%	5,1%	12,8%	100,0%			100,0%
Chiffre d'affaires intra-segments	35,8	96,2	49,5	36,3	69,9	13,6	11,6	119,3	21,2	453,4		-453,4	-
Total chiffre d'affaires	848,2	880,2	549,4	541,3	458,2	305,3	157,3	333,4	556,4	4 629,7	-	-453,4	4 176,3
Marge opérationnelle par segment	54,4	52,0	50,5	1,1	32,8	22,9	3,4	20,1	80,0	317,2	-42,6		274,6
%	6,7%	6,6%	10,1%	0,2%	8,4%	7,9%	2,3%	9,4%	14,9%	7,6%			6,6%
Total actifs par segment	939,7	838,0	927,8	601,5	507,2	189,7	201,9	514,5	1 196,8	5 917,1	1 078,9		6 996,0
Semestre clos le 30 juin 2013													
Chiffre d'affaires par segment	833,4	809,0	548,0	537,6	419,6	311,8	163,6	251,0	416,0	4 290,0			4 290,0
%	19,4%	18,9%	12,8%	12,5%	9,8%	7,3%	3,8%	5,9%	9,7%	100,0%			100,0%
Chiffre d'affaires intra-segments	16,4	86,4	42,7	33,6	60,9	12,2	6,6	112,5	13,6	385,0	56,7	-441,7	-
Total chiffre d'affaires	849,8	895,4	590,7	571,2	480,5	324,0	170,2	363,5	429,7	4 675,0	56,7	-441,7	4 290,0
Marge opérationnelle par segment	64,4	52,7	49,5	11,8	31,6	24,5	3,5	22,6	72,6	333,3	-54,3		279,0
%	7,7%	6,5%	9,0%	2,2%	7,5%	7,9%	2,1%	9,0%	17,5%	7,8%			6,5%
Total actifs par segment	1 012,2	894,0	917,7	656,5	550,5	212,5	210,5	508,6	706,6	5 669,2	100,1		5 769,3

Les actifs par segment sont réconciliés avec le total actif comme suit:

(en millions d'euros)	30 juin 2014	30 juin 2013
Total actifs par segment	6 996,0	5 769,3
Actifs d'impôts courants et différés	546,5	478,1
Trésorerie et équivalents de trésorerie	922,2	1 230,8
Total Actif	8 464,7	7 478,2

Note 3 Charges de personnel

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2014 (6 mois)	% du chiffre d'affaires	Semestre clos le 30 juin 2013 (6 mois)	% du chiffre d'affaires
Salaires	-1 739,8	41,7%	-1 803,0	42,0%
Charges sociales	-461,0	11,0%	-476,0	11,1%
Taxes, formation, intéressement et participation	-17,3	0,4%	-30,4	0,7%
Charges relatives à des paiements fondés sur des actions (Dotations) / Reprises nettes aux provisions pour charges de personnel	-9,3	0,2%	-5,7	0,1%
Différence entre les contributions payées et la charge nette liée aux engagements de retraite (*)	-1,3	0,0%	-2,0	0,0%
	12,8	-0,3%	39,9	-0,9%
Total	-2 215,9	53,1%	-2 277,2	53,1%

(*) Différence entre le total payé aux fonds de pension et la charge nette des engagements de retraite selon IAS 19R.

Note 4 Charges opérationnelles

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2014 (6 mois)	% du chiffre d'affaires	Semestre clos le 30 juin 2013 (6 mois)	% du chiffre d'affaires
Sous-traitance - Direct	-587,1	14,1%	-641,5	15,0%
Achats de logiciels et de matériels informatiques	-226,3	5,4%	-206,2	4,8%
Coûts de maintenance	-200,5	4,8%	-194,9	4,5%
Charges locatives	-141,5	3,4%	-149,8	3,5%
Télécommunications	-143,7	3,4%	-142,9	3,3%
Transports et déplacements	-73,1	1,8%	-84,9	2,0%
Véhicules d'entreprise	-45,8	1,1%	-50,4	1,2%
Honoraires	-73,0	1,7%	-83,6	1,9%
Impôts et taxes, autres que l'impôt sur les sociétés	-17,9	0,4%	-17,6	0,4%
Autres charges	-71,3	1,7%	-62,9	1,5%
Sous-total charges	-1 580,3	37,8%	-1 634,7	38,1%
Amortissement des immobilisations (Dotations) / Reprises nettes aux provisions	-149,0	3,6%	-165,9	3,9%
Plus et (moins-values) d'immobilisations cédées	29,9	-0,7%	40,6	-0,9%
Pertes sur créances irrécouvrables	-6,5	0,2%	-6,1	0,1%
Pertes sur créances irrécouvrables	-11,4	0,3%	-4,2	0,1%
Production immobilisée	31,5	-0,8%	36,5	-0,9%
Sous-total autres charges	-105,5	2,5%	-99,1	2,3%
Total	-1 685,8	40,4%	-1 733,8	40,4%

Note 5 Autres produits et charges opérationnels

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2014 (6 mois)	Semestre clos le 30 juin 2013 (6 mois)
Réorganisation des effectifs	-81,7	-48,3
Rationalisation et frais associés	-22,5	-21,2
Coûts d'intégration et d'acquisition	-7,1	-10,4
Amortissement Relation Clients	-22,1	-22,0
Autres	-11,8	14,5
Total	-145,2	-87,4

Les 81,7 millions d'euros de coûts de **réorganisation des effectifs** sont principalement liés à :

- Un plan de restructuration en Allemagne conclu avec les syndicats en juin 2014 pour les employés de AIT Francfort, compte tenu d'un ensemble de raisons économiques liées à la fin de plusieurs contrats locaux ;
- l'effort d'adaptation des effectifs du Groupe dans différentes GBU telles que le Benelux et les Pays Nordiques, la Zone Ibérique, le Royaume-Uni et l'Allemagne ;
- la rationalisation des niveaux intermédiaires d'encadrement, y compris les fonctions support.

Les 22,5 millions d'euros de **coûts de rationalisation et frais associés** ont été engendrés essentiellement par la fermeture de bureaux et la réorganisation des centres de traitement informatique, principalement en Allemagne (5,7 millions d'euros), au Benelux et Pays Nordiques (2,9 millions d'euros) en lien avec des plans de restructuration. Ce montant inclut également les coûts externes pour la mise en œuvre du programme TEAM chez Worldline (2,4 millions d'euros).

Les **coûts d'intégration et d'acquisition** se sont élevés à 7,1 millions d'euros et correspondent principalement à l'intégration des infrastructures et l'homogénéisation des systèmes informatiques internes.

Les **autres éléments** se sont soldés par une charge de 11,8 millions d'euros, et sont principalement constitués de 5,5 millions d'euros de coûts de services engagés pour le projet d'acquisition du groupe Nets finalement non réalisée, et d'une provision additionnelle de 4,5 millions d'euros pour une perte sur le contrat DWP-MSA suite à l'accord signé au cours de la période.

Note 6 Résultat financier

Le résultat financier du Groupe s'est soldé par une charge de 21,0 millions d'euros sur la période (contre une charge de 22,5 millions d'euros à fin juin 2013). Il est composé d'un coût de l'endettement financier net de 6,1 millions d'euros et de coûts financiers non opérationnels de 14,9 millions d'euros.

Coût de l'endettement financier net

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2014 (6 mois)	Semestre clos le 30 juin 2013 (6 mois)
Charges d'intérêt sur opérations de financement	-4,1	-15,1
Intérêts financiers liés aux locations-financement	-0,3	-0,4
Résultat des cessions d'équivalents de trésorerie	0,1	-
Gains/(pertes) liés à la couverture de l'exposition au risque de taux d'intérêt	-1,8	-1,9
Coût de l'endettement financier net	-6,1	-17,4

Le coût de l'endettement financier net s'est élevé à 6,1 millions d'euros, en baisse de 11,3 millions d'euros par rapport au premier semestre 2013, et comprend :

- un taux moyen de la charge d'intérêt sur les emprunts de 2,45%, inférieur au taux de 4,62% en 2013 (cette diminution est principalement due aux remboursements des OCEANES) et,
- une rémunération moyenne de la trésorerie du Groupe à 0,64% comparé à 0,55% en 2013.

Autres produits et charges financiers

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2014 (6 mois)	Semestre clos le 30 juin 2013 (6 mois)
Gains/(pertes) de change et couvertures liées	-5,9	0,2
Gains/(pertes) liés à la réévaluation des contrats de change à leur valeur de marché	2,3	1,2
Charges financières d'actualisation	-0,5	-
Autres produits/(charges) financiers	-10,8	-6,5
Total Autres produits/(charges) financiers	-14,9	-5,1
Dont		
- Autres charges financières	-54,8	-26,7
- Autres produits financiers	39,9	21,6

Les coûts financiers non opérationnels se sont élevés à 14,9 millions d'euros contre 5,1 millions d'euros en juin 2013 et étaient principalement composés de coûts financiers relatifs aux pensions (7,0 millions d'euros contre 6,6 millions d'euros en 2013), d'une perte nette de change (3,7 millions d'euros contre un gain de change de 0,9 million d'euros en 2013), et d'autres charges financières pour 4,0 millions d'euros (incluant une charge de 2,2 millions d'euros liée aux cessions de créances).

Les coûts relatifs aux pensions représentent la différence entre les coûts de désactualisation des obligations des régimes à prestations définies et les rendements notionnels générés par les actifs financiers des régimes faisant l'objet de préfinancements.

Note 7 Charge d'impôt

La charge d'impôt sur le premier semestre de l'exercice 2014 s'est élevée à 29,2 millions d'euros (incluant, depuis 2009, la CVAE - Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises) pour un résultat avant impôt de 108,4 millions d'euros. L'application d'un Taux d'Impôt Effectif (TIE) annualisé de 26,3% puis ajusté de l'impact fiscal des éléments inhabituels a mené à un TIE de 27,0%.

Note 8 Résultat net par action

Les instruments dilutifs sont constitués d'options de souscription d'actions (correspondant à 1 555 170 options) qui n'engendrent pas de retraitement au niveau du résultat net utilisé pour le calcul du résultat dilué par action.

Le nombre moyen d'options de souscription d'actions non exercées au 30 juin 2014 s'élève à 3 178 504 options.

(en millions d'euros et en unités)	Semestre clos le 30 juin 2014 (6 mois)	Semestre clos le 30 juin 2013 (6 mois)
Résultat net – attribuable aux propriétaires de la société mère [a]	76,4	116,3
Impact des instruments dilutifs	-	8,1
Résultat net retraité des instruments dilutifs - attribuable aux propriétaires de la société mère [b]	76,4	124,4
Nombre moyen d'actions en circulation [c]	98 809 813	85 741 350
Impact des instruments dilutifs [d]	1 555 170	12 849 350
Nombre moyen dilué d'actions [e]=[c]+[d]	100 364 983	98 590 700
Résultat net par action en euros [a]/[c]	0,77	1,36
Résultat net par action dilué en euros [b]/[e]	0,76	1,26

Note 9 Goodwill

(en millions d'euros)	31 décembre 2013	Regroupe- ment d'entreprises	Variations de change	30 juin 2014
Valeur brute	2 486,7	19,5	37,4	2 543,6
Perte de valeur	-571,0	-	-12,2	-583,2
Valeur nette	1 915,7	19,5	25,2	1 960,4

Pendant ce semestre, le Groupe n'a comptabilisé aucune dépréciation en l'absence d'indice de perte de valeur y compris sur les UGT considérées comme pouvant présenter un risque au 30 juin 2014.

Note 10 Actifs financiers non courants

(en millions d'euros)		30 juin 2014	31 décembre 2013
Actifs de régimes de retraite	Note 14	419,0	325,0
Fonds sous séquestre pour l'acquisition de Bull		628,3	-
Autres (*)		51,1	51,5
Total		1 098,4	376,5

(*) Le poste Autres inclut les prêts, les dépôts, les garanties, les titres comptabilisés selon la méthode de mise en équivalence et les participations non consolidées, excluant "les fonds sous séquestre pour l'acquisition de Bull".

Note 11 Clients et comptes rattachés

(en millions d'euros)		30 juin 2014	31 décembre 2013
Valeur brute		1 849,5	1 820,2
Coûts de transition		6,0	8,4
Provisions pour créances douteuses		-104,1	-106,1
Valeur nette de l'actif		1 751,4	1 722,5
Avances et acomptes reçus		-48,0	-67,3
Produits constatés d'avance et clients créditeurs		-361,6	-368,3
Créances clients nettes		1 341,8	1 286,9
Ratio clients en jours de chiffre d'affaires (DSO)		45	40

Le 18 juin 2013, Atos a reconduit pour cinq ans son programme de titrisation pour un montant maximum de créances titrisées fixé à 500,0 millions d'euros, et une limite au montant maximum de financement fixée à 200,0 millions d'euros.

Ce nouveau programme de titrisation est structuré en deux compartiments appelés "ON" et "OFF":

- le compartiment "ON" similaire au précédent programme (les créances sont inscrites au bilan du Groupe) est le compartiment par défaut dans lequel les créances sont cédées. L'utilisation de ce compartiment a été faite à son seuil minimal ;
- le Compartiment "OFF" est conçu de manière à ce que le risque crédit (insolvabilité et retard de paiement) associé aux créances cédées des débiteurs éligibles au programme soit entièrement transféré au cessionnaire.

Au 30 juin 2014, le Groupe a vendu:

- dans le compartiment "ON" 309,6 millions d'euros de créances dont 10,0 millions d'euros ont été reçus en cash. Cette vente est avec recours et par conséquent reconsolidante au bilan ;
- dans le compartiment "OFF" 41,1 millions d'euros de créances qualifiées pour la déconsolidation car tous les risques associés sont substantiellement transférés.

Note 12 Autres actifs courants

(en millions d'euros)		30 juin 2014	31 décembre 2013
Stocks		16,1	17,3
Etat - Créances de TVA		110,4	98,3
Charges constatées d'avance		215,3	154,8
Autres créances et actifs courants		771,6	155,6
Acomptes reçus		4,2	11,3
Total		1 117,6	437,3

Les autres actifs courants au 30 juin 2014 ont compris 551,2 millions d'euros de créances correspondant aux produits nets de frais de cession suivantes :

- 300,2 millions d'euros liés à la cession de 16,8% de la participation d'Atos SE dans Worldline SA ;
- 251,0 millions d'euros liés à l'augmentation de capital de Worldline SA net des frais, qui a eu lieu le 27 juin 2014.

Les fonds correspondants ont été encaissés le 1^{er} juillet 2014.

Note 13 Trésorerie et équivalents de trésorerie

(en millions d'euros)	30 juin 2014	31 décembre 2013
Disponibilités et dépôts bancaires à vue	596,7	553,0
SICAV monétaires	325,5	753,2
Total	922,2	1 306,2

En fonction des conditions de marché et des prévisions de flux de trésorerie à court terme, le Groupe peut à tout moment, investir dans des SICAV monétaires ou dans des comptes bancaires rémunérés ayant une maturité inférieure à trois mois.

Note 14 Engagements de retraite

Le montant total reconnu dans les comptes du Groupe au titre des plans de retraites et autres avantages à long terme s'est élevé à 376,0 millions d'euros.

L'évaluation des passifs est très sensible aux taux d'intérêt à long terme, qui servent de base à la détermination du taux d'actualisation utilisé selon la norme IAS19R. Les taux d'actualisation de référence pour la zone euro et la Suisse ont évolué significativement depuis le 31 décembre 2013, si bien que les passifs et actifs de retraite pour les principaux plans dans ces zones ont été réévalués au 30 juin 2014. Les taux d'actualisation suivants ont été utilisés :

	30 juin 2014	31 décembre 2013
Zone euro (plans à duration longue)	3,10%	3,70%
Zone euro (autres plans)	2,70%	3,30%
Royaume-Uni	4,60%	4,60%

L'évolution des provisions de retraites au cours du semestre s'établit comme suit :

(en millions d'euros)	30 juin 2014	31 décembre 2013
Montant reconnu dans les états financiers :		
Charges payées d'avance - régimes postérieurs à l'emploi	419,0	325,0
Charges à payer - régimes postérieurs à l'emploi & autres régimes à long terme	-795,0	-723,1
Montant total reconnu au bilan	-376,0	-398,1

L'impact net des plans de retraite au compte de résultat du Groupe peut être synthétisé de la manière suivante :

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2014	Semestre clos le 30 juin 2013
Marge opérationnelle	-28,3	-22,4
Autres produits et charges opérationnels	-1,0	0,3
Résultat financier	-7,0	-6,6
Impact total sur le résultat	-36,3	-28,7

La réconciliation des positions d'ouverture et de clôture s'effectue comme suit :

(en millions d'euros)	30 juin 2014
Montant reconnu en début de période	-398,1
Charge nette périodique	-36,3
Prestations payées & cotisations versées par l'employeur	154,4
Regroupement d'entreprises / (cessions)	-1,8
Montants comptabilisés en autres éléments du résultat global	-88,5
Effets de change et autres	-5,7
Montant reconnu en fin de période	-376,0

Note 15 Provisions

(en millions d'euros)	31 décembre 2013	Dota-tions	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Autres (*)	30 juin 2014	Cou-rantes	Non cou-rantes
Réorganisation	58,0	45,8	-31,2	-3,3	-	69,3	67,9	1,4
Rationalisation	42,3	2,5	-7,1	-1,0	3,4	40,1	13,4	26,7
Engagements sur projets	117,8	27,0	-35,6	-14,3	1,2	96,1	76,6	19,5
Risques et litiges	84,3	7,0	-2,9	-12,9	-1,3	74,2	41,8	32,4
Total provisions	302,4	82,3	-76,8	-31,5	3,3	279,7	199,7	80,0

(*) Le poste Autres se compose principalement des ajustements de conversion des devises et des impacts des variations de périmètre de consolidation

Note 16 Passifs financiers

Variation de l'endettement net sur la période

(en millions d'euros)	30 juin 2014
Trésorerie / (endettement) net(te) en début de période	905,4
Souscription des nouveaux emprunts	-305,2
Remboursement d'emprunts à long et moyen termes	4,1
Variation de trésorerie à court terme	-399,2
Nouveaux contrats de location-financement	0,1
Emprunts à long et moyen terme des sociétés acquises au cours de la période	-4,9
Variation de cours des monnaies étrangères sur les emprunts à long et moyen termes	12,9
Participation des salariés en France transférée en fonds d'emprunt	-1,0
Autres mouvements liés aux opérations de financement	4,5
Trésorerie / (endettement) net(te) en fin de période	216,7

La valeur nette comptable des immobilisations corporelles sous contrat de location financement s'élève à 5,5 millions d'euros.

Note 17 Fournisseurs et comptes rattachés

(en millions d'euros)	30 juin 2014	31 décembre 2013
Dettes fournisseurs	1 232,5	1 054,8
Dettes fournisseurs d'immobilisations	0,7	0,8
Dettes fournisseurs	1 233,2	1 055,6
Paiements d'avance nets	-4,2	-11,3
Charges constatées d'avance	-215,3	-154,8
Total	1 013,7	889,5
Ratio fournisseur en nombre de jours (DPO)	94	82

L'échéance des dettes fournisseurs et comptes rattachés est à moins d'un an.

Note 18 Tableau de flux de trésorerie consolidé semestriel

Investissements financiers nets

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2014 (6 mois)	Semestre clos le 30 juin 2013 (6 mois)	Exercice clos le 31 décembre 2013 (12 mois)
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations financières			
Bull (fonds sous séquestre en vue de l'acquisition)	-628,3	-	-
Cambridge Technology Partners (Europe Centrale et de l'Est)	-21,0	-	-
WindowLogic (Asie Pacifique)	-	-	-18,2
Dépôts et garanties	-16,0	-3,8	-4,1
Autres	-3,8	-0,9	-5,7
Total décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations financières	-669,1	-4,7	-28,0
Trésorerie des sociétés acquises durant la période			
Cambridge Technology Partners (Europe Centrale et de l'Est)	5,8	-	-
WindowLogic (Asie Pacifique)	-	-	2,5
Total trésorerie des sociétés acquises durant la période	5,8	-	2,5
Encaissements liés aux cessions financières			
Dépôts et garanties	16,8	6,8	6,8
Autres	1,4	0,5	0,5
Total encaissements liés aux cessions financières	18,2	7,3	7,3
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	-	-	2,4
Total dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	-	-	2,4
Investissements financiers nets	-645,1	2,6	-15,8

Trésorerie et équivalents de trésorerie net

(en millions d'euros)	30 juin 2014	31 décembre 2013
Disponibilités et équivalents de trésorerie	922,2	1 306,2
Découverts	-66,6	-67,9
Total trésorerie et équivalents de trésorerie net	855,6	1 238,3

Note 19 Approbation des états financiers semestriels

Les comptes financiers semestriels ont été approuvés par le Conseil d'Administration le 28 juillet 2014.

Note 20 Evènements post-clôture

Option de surallocation

L'option de surallocation qui avait été exercée début juillet a pris fin le 25 juillet et a donné lieu à la vente de 3 923 452 actions Worldline supplémentaires au prix unitaire de 16,4 euros. Au terme de cette option, Atos a un pourcentage d'intérêt dans Worldline de 70,4%.

Bull

Suite à l'annonce par Atos de son projet d'acquisition de Bull le 26 mai 2014, Atos a lancé une offre publique d'achat sur tous les instruments et actions Bull en circulation. L'offre, fixée à un prix de 4,90 euros par action en numéraire, valorise la totalité du capital de Bull, sur une base totalement diluée, à environ 620 millions d'euros.

L'offre est conditionnée à l'obtention d'un pourcentage de 50% + 1 action du capital de Bull et des droits de vote correspondants.

La clôture de la période de l'offre a été fixée au 31 juillet 2014 et les résultats de l'offre publique d'achat seront communiqués le 18 août 2014. En cas de succès, l'offre sera ré-ouverte pour une durée de 10 jours ouvrés, du 9 septembre au 22 septembre 2014. Par conséquent, le pourcentage d'intérêt final sera connu mi-septembre.

A la clôture de l'offre et si les conditions sont réunies (95% du capital de Bull), Atos se réserve le droit de procéder au retrait de la cote des actions et des OCEANE Bull. Si tel n'était pas le cas, Atos envisage d'autres actions dans les 12 mois suivant la prise de contrôle, telles qu'une fusion ou d'autres opérations d'apport, les modalités étant encore à l'étude.

C.5 Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle pour la période du 1er janvier au 30 juin 2014

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Atos S.E., relatifs à la période du 1er janvier au 30 juin 2014, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I - Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

II - Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Neuilly-sur-Seine et Paris, le 28 juillet 2014

Les Commissaires aux comptes

Deloitte & Associés

Grant Thornton
*Membre français de Grant Thornton
International*

Christophe Patrier

Victor Amselem

D GOUVERNANCE D'ENTREPRISE

D.1 Renouvellement et nomination d'administrateurs

L'Assemblée Générale Mixte des actionnaires de la Société du 27 mai 2014 a approuvé l'ensemble des propositions de renouvellement de mandats d'administrateurs qui lui étaient soumises. A ce titre, elle a approuvé le renouvellement des mandats d'administrateur de Madame Colette Neuville (de nationalité française) et de Messieurs Nicolas Bazire (de nationalité française), Roland Busch (de nationalité allemande) et Michel Paris (de nationalité française).

D.2 Composition du Conseil d'Administration

A la date du dépôt de la présente actualisation du document de référence, le Conseil d'administration est composé des 12 administrateurs suivants, dont 8 indépendants :

Nom de l'administrateur	Date de première nomination ou du dernier renouvellement	Date d'échéance du mandat
M. Thierry BRETON	30 mai 2012	AG 2015
M. Nicolas BAZIRE*	27 mai 2014	AG 2017
M. Jean-Paul BECHAT*	30 mai 2012	AG 2015
M. Roland BUSCH	27 mai 2014	AG 2017
Mme. Jean FLEMING	29 mai 2013	AG 2017
M. Bertrand MEUNIER*	30 mai 2012	AG 2015
Mme. Colette NEUVILLE*	27 mai 2014	AG 2017
Mme. Aminata NIANE*	29 mai 2013	AG 2016
M. Michel PARIS	27 mai 2014	AG 2017
Mme. Lynn SHARP PAINE*	29 mai 2013	AG 2016
M. Pasquale PISTORIO*	30 mai 2012	AG 2015
M. Vernon SANKEY*	29 mai 2013	AG 2016

* Administrateur indépendant

D.3 Rémunération et actionnariat des dirigeants

D.3.1 Plan d'attribution d'actions de performance décidé le 28 juillet 2014

Dans le cadre de l'autorisation donnée pour trente-huit mois par l'Assemblée générale mixte du 29 mai 2013 (quinzième résolution), le Conseil d'Administration, lors de la réunion du 28 juillet 2014, a décidé sur la recommandation du Comité des Nominations et des Rémunérations, de procéder à l'attribution de 691.000 actions de performance ordinaires de la Société, à émettre au profit des premières lignes managériales d'Atos, incluant le dirigeant mandataire social.

Les conditions de performance du nouveau plan, à remplir sur deux années consécutives 2014 et 2015, portent sur des critères internes financiers annuels liés à la profitabilité et au flux de trésorerie disponible identiques à celles du précédent plan du 24 juillet 2013, mais sont renforcées par l'ajout d'un critère de croissance du chiffre d'affaires. A l'instar du plan du 24 juillet 2013, le plan prévoit également une condition externe, liée à la performance sociale et environnementale de l'entreprise.

Les caractéristiques du plan d'attribution d'actions de performance sont les suivantes :

- 1. Condition de présence :** sous réserve de certaines exceptions prévues dans le plan, l'attribution des actions de performance est conditionnée à la conservation de la qualité de salarié ou de mandataire social par le bénéficiaire pendant la période d'acquisition ;
- 2. Conditions de performance :** L'attribution des actions de performance est également soumise à la réalisation de conditions de performance suivantes, internes et externe, calculées sur les années consécutives 2014 et 2015.

Conditions de performance internes

Au titre de chacune des deux années 2014 et 2015 :

- le **free cash flow Groupe** (flux de trésorerie disponible), avant dividende et résultat acquisitions/ventes pour l'année concernée, est au moins égal à l'un des deux montants suivants :
 - (i) **85%** du montant du free cash flow Groupe (flux de trésorerie disponible), avant dividende et résultat acquisitions/ventes, figurant dans le budget de la Société pour l'année concernée, ou
 - (ii) le montant du free cash flow Groupe (flux de trésorerie disponible), avant dividende et résultat acquisitions/ventes, de l'année précédente, **augmenté de 10%** ;
- la **marge opérationnelle Groupe** pour l'année concernée est au moins égale à l'un des deux montants suivants :
 - (i) 85% du montant de la marge opérationnelle Groupe figurant dans le budget de la Société pour l'année concernée, ou
 - (ii) le montant de la marge opérationnelle Groupe de l'année précédente, augmenté de 10% ;
- La **croissance du chiffre d'affaires** pour l'année concernée est au moins égale à l'un des deux montants suivants :
 - (i) Taux de croissance figurant dans le budget de la Société pour l'année concernée -1,2%, ou
 - (ii) 0% pour 2014 et 1% pour 2015, par référence aux objectifs de croissance du Groupe énoncés dans le cadre des orientations à 3 ans (2014 – 2016).

Etant précisé, s'agissant des conditions de performance internes, que pour chaque année, au moins 2 des 3 critères doivent être remplis, et si l'un d'entre eux n'est pas rempli, ce critère devient obligatoire pour l'année suivante.

Condition de performance externe

- Au titre de l'année 2014, Atos doit obtenir au moins le rating GRI A (ou équivalent) ; ou faire partie du European Dow Jones Sustainability Index 2014 (Europe or World); et
- Au titre de l'année 2015, Atos doit obtenir au moins le rating GRI A (ou équivalent) ; ou faire partie du European Dow Jones Sustainability Index 2015 (Europe or World).

La condition de performance externe doit être remplie chaque année.

3. Périodes d'acquisition et de conservation :

L'attribution d'actions de performance décidée par le Conseil d'administration d'Atos SE du 28 juillet 2014 comporte deux plans (France et International). Les deux plans se distinguent selon que le bénéficiaire est un salarié lié à une société du groupe située en France ou à l'étranger.

Plan France : Les bénéficiaires d'actions de performance acquerront définitivement les actions de performance qui leur sont attribuées au deuxième anniversaire de la date d'attribution, étant précisé que celles-ci seront en outre soumises à la condition de présence précitée, sous réserve de certaines exceptions stipulées dans le plan ; les bénéficiaires seront en outre tenus de conserver leurs actions ainsi acquises pendant une période de deux ans suivant cette date. Le dirigeant mandataire social est bénéficiaire du plan France.

Plan International : Les bénéficiaires d'actions de performance salariés des sociétés du Groupe Atos dont le siège social est établi en dehors de la France, acquerront définitivement les actions de performance qui leur sont attribuées au quatrième anniversaire de la date d'attribution, sous réserve de l'atteinte des conditions de performance et de la condition de présence susvisée. Les actions ainsi acquises ne seront soumises à aucune obligation de conservation et seront immédiatement cessibles par leurs bénéficiaires.

4. Dispositions supplémentaires spécifiques applicables au dirigeant mandataire social :

Le Conseil d'administration a attribué 46 000 actions de performance au Président-directeur général. Ce montant prend en compte les recommandations du Code de gouvernement d'entreprise AFEP-MEDEF à l'égard du dirigeant mandataire social, ainsi que les éléments de sa rémunération à trois ans tels qu'arrêtés par la décision du Conseil d'administration du 30 mai 2012.

Dans son analyse, le Conseil d'administration, sur l'avis du Comité des nominations et des rémunérations, a considéré les éléments suivants :

- l'attribution de 46 000 actions de performance au Président-directeur général représente environ 6,7% du nombre total d'actions attribuées ;
- le nombre d'actions attribué au Président-directeur général représente une rémunération en titres d'environ 45% de sa rémunération globale ;
- s'appliquera au dirigeant mandataire social l'obligation de conservation de 15% des actions de performance qui lui seraient attribuées pendant toute la durée de ses fonctions.

D.3.2 Actions de performance devenues disponibles depuis le 1er janvier 2014 pour le Président Directeur Général - Tableau AMF n°7

Depuis le 1^{er} janvier 2014, les actions de performance attribuées le 22 décembre 2011, dans le cadre du plan France, dont les conditions de performance étaient relatives à l'année 2013 (Tranche 2), et dont le Président Directeur Général a été attributaire, ont été définitivement acquises. Les conditions d'acquisition sont détaillées dans le Document de Référence 2013, au paragraphe G.4.3.1. Les bénéficiaires sont en outre tenus de conserver leurs actions ainsi acquises pendant une période de deux ans, les actions deviendront disponibles le 17 mars 2016.

	Date du plan	Nombre d'actions définitivement acquises depuis le 01/01/2014	Date d'acquisition	Nombre d'actions devenues disponibles Depuis le 01/01/2014	Date de disponibilité
Président Directeur Général	22-déc-11 Tranche 2	32 500	17-mars-14	0	17-mars-16

D.3.3 Options de souscription ou d'achat d'actions levées depuis le 1er janvier 2014 par le Président Directeur Général - Tableau AMF n°5

Nom du dirigeant	Date du plan (date d'attribution)	Nombre d'options de souscription levées Depuis le 01/01/2014	Prix d'exercice en euros
Thierry Breton	PLAN 23.12.08 Tranche 1	230.044	18,40
Président Directeur	PLAN 23.12.08 Tranche 2	230.043	22,00
Général	PLAN 23.12.08 Tranche 3	29.913	26,40
TOTAL		490.000	

A l'issue de ces opérations, le Président Directeur Général détient 336 914 actions issues de levées d'options. Il possède par ailleurs 65 000 actions de performance définitivement acquises au titre du plan du 22 décembre 2011 (celles-ci deviendront cessibles pour 50% le 22 décembre 2015 et pour les 50% restants le 17 mars 2016) et 5 000 actions à titre personnel.

E EVOLUTION DU CAPITAL

E.1 Informations de base

Les actions d'Atos SE sont cotées sur le marché Euronext Paris sous le code ISIN FR0000051732. Les actions sont cotées à Paris depuis 1995, elles ne font pas l'objet de cotation sur une autre place de marché.

E.1.1 Transactions des titres (Euronext)

Nombre de titres	: 100 261 670
Classification sectorielle	: Technologie de l'information
Indice principal	: CAC AllShares
Autres indices	: CAC IT, CAC IT20, CAC Next20, Euronext 100, SBF120
Marché	: Euronext Paris Compartiment A
Place de cotation	: Euronext Paris (France)
Code	: ATO (Euronext)
Code ISIN	: FR0000051732
Eligibilité PEA/SRD	: oui/ oui

Les codes les plus courants sont les suivants :

Source	Codes	Source	Codes
Euronext	ATO	Reuters	ATOS.PA
AFP	ATO	Thomson	ATO FR
Bloomberg	ATO FP		

La classification sectorielle sur Euronext est la suivante :

Euronext: Secteur Classification Industrie Classification

9000 AEX Technology
9530 AEX Software and Computer services
9533 Computer Services

Les titres font partie des indices suivants :

Indice	Type	Code ISIN	Place de marché
Euronext (Compartiment A)	Indice global		Paris-Amsterdam-Bruxelles-Lisbonne
Euronext CAC 70	Indice global		Paris-Amsterdam-Bruxelles-Lisbonne
Euronext 100	Indice global	FR0003502079	Paris-Amsterdam-Bruxelles-Lisbonne
SBF 80	Indice global	FR0003999473	Paris PX8
SBF 120	Indice global	FR0003999481	Paris PX4
SBF 250	Indice global	FR0003999499	Paris PX5
CAC IT20	Indice sectoriel	QS0010989091	Paris CIT20
CAC IT	Indice sectoriel	FR0003501980	Paris PXT
DJ Euro Stoxx Techno	Indice sectoriel	EUR0009658541	Germany-Xetra SX8E
CAC Technology	Indice sectoriel	QS0011017827	Paris
CAC Software & Computer Services	Indice sectoriel	FR0000051732	Paris
Développement durable : ASPI Eurozone, FTSE4Good, Europa EMP 100 Europa CAP 100, ECPI Ethical Index Euro			

E.1.2 Evolution du flottant

Le flottant des actions du Groupe exclut les participations détenues par les actionnaires de référence, à savoir les deux principaux actionnaires, Financière Daunou 17 (PAI Partners), détenant 9,48% du capital au 30 juin 2014 et Siemens AG détenant une participation de 12,45% du capital qu'il s'est engagé à conserver jusqu'au 30 juin 2016. Aucun autre actionnaire de référence n'a annoncé sa volonté de maintenir une participation stratégique dans le capital émis par le Groupe. Les participations détenues par les salariés sont également exclues du flottant.

<i>Au 30 juin 2014</i>	Actions	% du capital	% des droits de vote
Auto détention	162 905	0,2%	0,0%
PAI Partners	9 502 125	9,5%	9,5%
Siemens	12 483 153	12,5%	12,5%
Conseil d'administration	417 450	0,4%	0,4%
Salariés	2 101 493	2,1%	2,1%
Flottant	75 594 544	75,4%	75,5%
Total	100 261 670	100,0%	100,0%

E.2 Dividendes

Sur proposition du Conseil d'administration, l'Assemblée Générale Mixte des actionnaires réunie le 27 mai 2014 a approuvé la mise en paiement en 2014 d'un dividende de 0,70 euro par action au titre du résultat de l'exercice 2013, ainsi que l'option pour le paiement du dividende en actions.

Au titre des trois derniers exercices, les dividendes ont été les suivants :

Exercice	Dividende versé par action (en euros)
2013	0,70 euro
2012	0,60 euro
2011	0,50 euro

E.3 Calendrier financier

7 novembre 2014 Chiffre d'affaires du troisième trimestre 2014

E.4 Contacts

Les investisseurs institutionnels, analystes financiers ainsi que les actionnaires individuels peuvent, pour toute information, contacter :

Gilles Arditti, Directeur des Fusions-Acquisitions, de la Stratégie, des Relations Investisseurs et de la Communication Financière

Tél. : +33 (0) 1 73 26 00 66,

gilles.arditti@atos.net

Ou envoyer toute demande d'information à l'adresse : investors@atos.net.

E.5 Capital

E.5.1 Capital au 30 juin 2014

Au 30 juin 2014, le capital social du Groupe s'élevait à 100 261 670 euros, divisé en 100 261 670 actions de 1 euro de nominal entièrement libérées.

Depuis le 31 décembre 2013, le capital a été augmenté de 2 096 224 euros, correspondant à l'émission de 2 096 224 actions nouvelles se répartissant comme suit :

- 1 528 650 actions nouvelles résultant de l'exercice d'options de souscription d'actions, les primes d'émission s'élevant à un montant total de 55 746 340,5 euros
- 567 574 actions nouvelles résultant du paiement du dividende relatif à l'exercice 2013 en actions, les primes d'émission s'élevant à un montant total de 30 325 478,82 euros.

E.5.2 Pacte d'actionnaires

Aucun pacte d'actionnaires n'a été notifié à la Société pour dépôt auprès des autorités boursières et, à la connaissance de la Direction du Groupe, il n'existe aucune action de concert ni aucun accord similaire.

Lors de l'acquisition par la Société auprès de Siemens de son ancienne filiale SIS, le groupe Siemens s'est engagé à conserver sa participation de 12 483 153 actions de la Société jusqu'au 30 juin 2016.

A la connaissance de la Société, il n'existe pas d'autre accord susceptible d'avoir une incidence significative en cas d'offre publique sur le capital social de la Société.

E.5.3 Auto-détention

E.5.3.1 Le cadre juridique

La 13^{ème} résolution votée par l'Assemblée Générale Mixte du 27 mai 2014 a renouvelé, au bénéfice du Conseil d'administration, l'autorisation d'acheter des actions de la Société dans le cadre de la mise en œuvre d'un programme de rachat d'actions. Ces rachats ne peuvent porter sur plus de 10% des actions composant le capital social de la Société, à quelque moment que ce soit, ce pourcentage s'appliquant à un capital ajusté en fonction des opérations l'affectant postérieurement à la présente assemblée générale, étant précisé que s'agissant du cas particulier des actions rachetées dans le cadre d'un contrat de liquidité, le nombre d'actions pris en compte pour le calcul de la limite de 10% correspond au nombre d'actions achetées, déduction faite du nombre d'actions revendues pendant la durée de l'autorisation.

Ces achats peuvent être effectués en vertu de toute affectation permise par la loi, les finalités de ce programme de rachat d'actions étant :

- de les conserver et de les remettre ultérieurement en paiement ou en échange dans le cadre d'opérations éventuelles de croissance externe, dans le respect des pratiques de marché admises par l'AMF, étant précisé que le montant maximum d'actions acquises par la Société à cet effet ne peut excéder 5% du capital,
- d'assurer la liquidité et animer le marché de l'action de la Société par l'intermédiaire d'un prestataire de services d'investissement agissant de manière indépendante dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie reconnue par l'AMF,
- de les attribuer ou de les céder aux mandataires sociaux ou aux salariés de la Société et/ou des sociétés qui lui sont liées ou lui seront liées dans les conditions et selon les modalités prévues par les dispositions légales et réglementaires applicables notamment dans le cadre (i) de la participation aux fruits de l'expansion de l'entreprise, (ii) du régime des options d'achat d'actions prévu par les articles L. 225-177 et suivants du Code de commerce, (iii) du régime de l'attribution gratuite d'actions prévu par les articles L. 225-197-1 et suivants du Code de commerce et (iv) d'un plan d'épargne d'entreprise, ainsi que de réaliser toutes opérations de couverture afférentes à ces opérations, dans les conditions prévues par les autorités de marché et aux époques que le conseil d'administration ou la personne agissant sur la délégation du conseil d'administration appréciera,
- de les remettre lors de l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant droit, immédiatement ou à terme, par remboursement, conversion, échange, présentation d'un bon ou de toute autre manière à l'attribution d'actions de la Société, ainsi que de réaliser toutes opérations de couverture en relation avec l'émission de telles valeurs mobilières, dans les conditions prévues par les autorités de marché et aux époques que le conseil d'administration ou la personne agissant sur la délégation du conseil d'administration appréciera,
- de les annuler totalement ou partiellement par voie de réduction du capital social en application de la quatorzième résolution de l'Assemblée Générale Mixte du 27 mai 2014, ou
- de les transférer au fonds de pension néerlandais des employés dénommé Stichting Pensioenfond Atos, dont le siège est situé à Utrecht, Pays-Bas, dans le cadre de l'accord transactionnel (Run-off and Settlement Agreement) conclu avec la Société et sa filiale Atos Nederland B.V., soit via Atos Nederland B.V. soit directement, étant précisé que dans ce dernier cas, le paiement sera effectué par la Société pour le compte de sa filiale Atos Nederland B.V. en vertu d'une délégation de paiement ou de tout autre mécanisme.

Le prix d'achat maximum par action est fixé à 97 euros (hors frais).

Le Conseil d'Administration peut ajuster le prix d'achat susmentionné en cas d'incorporation de primes, de réserves ou de bénéfices, donnant lieu, soit à l'élévation de la valeur nominale des actions, soit à la création et à l'attribution gratuite d'actions, ainsi qu'en cas de division de la valeur nominale de l'action ou de regroupement d'actions pour tenir compte de l'incidence de ces opérations sur la valeur de l'action.

Le montant maximum de fonds destinés au programme de rachat s'élève en conséquence à 952 204 826,20 euros, tel que calculé sur la base du capital social au 31 décembre 2013, ce montant maximum pouvant être ajusté pour tenir compte du montant du capital au jour de l'assemblée générale.

Cette autorisation a été octroyée pour une durée de dix-huit mois à compter du 27 mai 2014.

E.5.3.2 L'auto-détention

Au 30 juin 2014, la Société détenait 162 905 actions soit 0,16% du capital représentant une valeur de portefeuille de 9 911 140,20 euros sur la base du cours de la bourse du 30 juin 2014 et une valeur comptable de 10 309 636,61 euros. Sur ce montant, 50 000 actions étaient détenues dans le cadre du contrat de liquidité conclu par la Société avec Rothschild & Cie Banque, le solde de ces actions étant affectées à l'allocation d'actions aux salariés ou aux mandataires sociaux de la Société ou de son Groupe et correspondant à la couverture des engagements relatifs aux plans LTI et MIP.

E.5.4 Effet potentiel futur sur le capital

E.5.4.1 Actions potentielles

Sur la base de 100 261 670 actions émises, le capital social pourrait être augmenté au 30 juin 2014 jusqu'à un maximum de 4 390 844 d'actions nouvelles, soit 4,2% du capital social après dilution. Cette dilution pourrait intervenir du fait de l'exercice des options de souscription d'actions attribuées aux salariés ou de l'acquisition des actions de performance attribuées en 2011, 2012 et 2013 qui se présentent comme suit :

<i>En nombre d'actions</i>	30 juin 2014	31 décembre 2013	Variation	% dilution
Nombre d'actions émises	100 261 670	98 165 446	2 096 224	
Options de souscription d'actions	3 178 504	5 015 053	-1 836 549	3,0%
Actions de performance	1 212 340	1 212 490	-150	1,1%
Dilution potentielle	4 390 844	6 227 543	-1 836 699	4,2%
Total du capital potentiel	104 652 514	104 392 989	259 525	

Evolution des options de souscription d'actions

Nombre d'options de souscription d'actions au 31 décembre 2013	5 015 053
Options de souscription attribuées au premier semestre 2014	0
Options de souscription exercées au premier semestre 2014	-1 528 650
Options de souscription déchues au premier semestre 2014	0
Options de souscription périmées au premier semestre 2014	-307 899
Nombre d'options de souscription d'actions au 30 juin 2014	3 178 504

E.5.4.2 Autorisations en cours portant sur des actions et autres valeurs mobilières

Au regard des résolutions votées par l'Assemblée Générale du 27 mai 2014, les autorisations d'intervenir sur le capital social et d'émettre des actions et autres valeurs mobilières en cours de validité sont les suivantes à la date du présent document :

Autorisation (en euros)	Montant des autorisations en nominal (en valeur nominale en euros)	Utilisation des autorisations en nominal (en valeur nominale en euros)	Solde non utilisé en nominal (en valeur nominale en euros)	Date d'expiration de l'autorisation
A.G.E. 27 mai 2014 13 ^{ème} résolution Autorisation de rachat par la Société de ses propres actions	10% du capital ajusté à tout moment	76 500	Environ 9,92% du capital	27/11/2015 (18 mois)
A.G.E. 27 mai 2014 14 ^{ème} résolution Réduction de capital	10 % du capital ajusté au jour de la réduction	0	10 % du capital ajusté au jour de la réduction	27/11/2015 (18 mois)
A.G.E. 27 mai 2014 15 ^{ème} résolution Augmentation de capital avec DPS	29 878 460	0	29 878 460	27/07/2016 (26 mois)
A.G.E. 27 mai 2014 16 ^{ème} résolution Augmentation de capital sans DPS par offre au public (*) (**)	9 959 486	0	9 959 486	27/07/2016 (26 mois)
A.G.E. 27 mai 2014 17 ^{ème} résolution Augmentation de capital sans DPS par placement privé (*) (**)	9 959 486	0	9 959 486	27/07/2016 (26 mois)
A.G.E. 27 mai 2014 18 ^{ème} résolution Augmentation de capital sans DPS en vue de rémunérer des apports en nature (*) (**)	9 959 486	0	9 959 486	27/07/2016 (26 mois)
A.G.E. 27 mai 2014 19 ^{ème} résolution Augmentation du nombre de titres en cas d'augmentation de capital avec ou sans DPS (*) (**) (***)	Extension de 15% maximum de l'émission initiale	0	Extension de 15% maximum de l'émission initiale	27/07/2016 (26 mois)
A.G.E. 27 mai 2014 20 ^{ème} résolution Augmentation de capital par incorporation de primes, réserves, bénéfices ou autres (*)	29 878 460	0	29 878 460	27/07/2016 (26 mois)
A.G.E. 27 mai 2014 21 ^{ème} résolution Augmentation de capital réservée aux salariés (*)	1 991 897		1 991 897	27/07/2016 (26 mois)

A.G.E. 27 mai 2014				
22 ^{ème} résolution	995 948		995 948	27/07/2017 (38 mois)
Attribution d'actions de performance aux salariés et mandataires sociaux				
A.G.E. 29 mai 2013				
15 ^{ème} résolution	1 002 616	691 000	311 616	29/07/2016
Attribution d'actions de performance aux salariés et mandataires sociaux				

(*) Toute augmentation de capital au titre des 16^{ème}, 17^{ème}, 18^{ème}, 19^{ème}, 20^{ème} et 21^{ème} résolutions s'imputera sur le plafond fixé à la 15^{ème} résolution.

(**) Les augmentations de capital effectuées sans droit préférentiel de souscription au titre des 16^{ème}, 17^{ème}, 18^{ème} et 19^{ème} résolutions sont soumises à un sous-plafond global correspondant à 10% du capital de la Société au jour de l'Assemblée Générale Mixte du 27 mai 2014 (soit 9 959 486 euros). Toute augmentation de capital en vertu desdites résolutions s'imputera sur ce sous-plafond global.

(***) L'émission supplémentaire s'impute (i) sur le plafond de la résolution en vertu de laquelle est décidée l'émission initiale, (ii) sur le plafond global prévu à la 15^{ème} résolution, et (iii) dans l'hypothèse d'une augmentation de capital sans droits préférentiel de souscription, sur le montant du sous-plafond mentionné au point (**) ci-dessus.

Le nombre d'actions nouvelles autorisées pouvant être émises dans le cadre des délégations de compétence susvisées (la 19^{ème} résolution de l'Assemblée Générale du 27 mai 2014 étant mise à part) s'élève à 31 877 025,08, ce qui représente 31,79% du capital social mis à jour le 30 juin 2014.

E.5.5 Principaux événements boursiers du premier semestre 2014 et post-clôture

19 février

Atos a publié ses résultats annuels pour l'exercice clos le 31 Décembre 2013 et confirme son ambition d'introduire Worldline en bourse. Avec un chiffre d'affaires publié de 8 615 millions d'euros, quasi stable par rapport à 2012 à périmètre et taux de change constant, le Groupe a fortement amélioré sa marge opérationnelle à 645,2 millions d'euros, soit une hausse de 78,3 millions d'euros, représentant 7,5% du chiffre d'affaires. Ce chiffre s'inscrit parfaitement en ligne avec l'objectif de 7% à 8% annoncé en décembre 2010 dans le cadre du plan à 3 ans. La trésorerie nette a atteint 905 millions d'euros fin 2013. Le Groupe a généré, en 2013, 365 millions d'euros de flux de trésorerie disponible, également conforme à l'objectif de 350 millions à 400 millions d'euros annoncé lors du plan triennal 2011-2013. Les prises de commande du Groupe ont atteint 8,8 milliards d'euros. Le ratio prises de commande sur chiffre d'affaires a atteint à 105% (excluant Siemens pour lequel le contrat IT a été enregistré dans le carnet de commandes en juillet 2011).

17 avril

Atos a annoncé son chiffre d'affaires du premier trimestre pour l'exercice clos le 31 mars 2014. Le chiffre d'affaires s'est porté à 2 064 millions d'euros, représentant une évolution organique de -1,8% par rapport au premier trimestre 2013 à périmètre et taux de change constants. Les prises de commande du Groupe ont atteint 1,671 milliards d'euros fin mars 2014. Le ratio prises de commande sur chiffre d'affaires s'est porté à 81%. La trésorerie nette a atteint 830 millions d'euros à la fin de la période. Tous ses objectifs 2014 sont confirmés et que Worldline est entièrement mobilisé pour réaliser son introduction en bourse selon le calendrier prévu. Atos a également confirmé avoir entretenu depuis plusieurs mois des discussions amicales avec Steria, y compris avec le Président du Conseil de Surveillance et le Gérant Exécutif de la société. Atos a indiqué que si Steria souhaitait ré-initier le projet industriel de rejoindre le Groupe Atos, le Conseil d'Administration d'Atos était prêt à maintenir les termes de son offre amicale, à 22 euros par action Steria en numéraire, et ce, jusqu'à la tenue de l'Assemblée Générale Extraordinaire de Sopra le 27 juin 2014.

26 mai

Atos et Bull ont annoncé une offre publique d'achat par Atos sur toutes les actions émises et en circulation composant le capital du Groupe Bull. L'offre d'Atos aux actionnaires de Bull est fixée à un prix de 4,90 € par action en numéraire, représentant une prime de 22% par rapport au cours de clôture de 4,01€ de Bull le vendredi 23 mai 2014, dernier jour de bourse avant le 26 mai, et une prime de 30 % sur la moyenne du cours de l'action Bull pondérée par les volumes sur les 3 derniers mois (3,77€). L'offre a porté également sur les OCEANes Bull en circulation au prix de 5,55€ par OCEANE. L'offre a valorisé la totalité du capital de Bull sur une base totalement diluée à environ 620 millions d'euros. L'offre était conditionnée à l'obtention d'un seuil de succès de 50% + 1 action du capital de Bull. Atos avait l'intention de procéder au retrait de la cote des actions Bull soit par voie d'une offre de retrait obligatoire ou soit par le biais d'une fusion ultérieure entre les deux sociétés.

27 mai

L'Assemblée Générale annuelle des actionnaires d'Atos SE s'est réunie sous la présidence de M. Thierry Breton, Président- Directeur Général de la Société. La totalité des résolutions proposées par le Conseil d'administration a été adoptée à une large majorité. L'Assemblée Générale a notamment approuvé le versement d'un dividende au titre de cet exercice à hauteur de 0,70 € par action, ainsi que l'option pour le paiement du dividende en actions ou en numéraire. L'Assemblée Générale a également renouvelé les mandats d'administrateur de Mme Colette Neuville et de Messieurs Nicolas Bazire, Roland Busch et Michel Paris. Enfin, conformément aux recommandations du Code AFEP-MEDEF, l'Assemblée Générale a émis, à hauteur de 94,26% des voix, un avis favorable sur les éléments de rémunération due ou attribuée au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2013 à Monsieur Thierry Breton, Président-Directeur Général.

6 juin

Atos a déclaré le dépôt auprès de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) d'un projet d'offre publique d'achat visant toutes les actions et instruments émis et en circulation composant le capital du Groupe Bull et a obtenu le soutien de Crescendo Industries, de la société Pothar Investments, du groupe Orange et de la BPI représentant un apport total de 35,5% du capital de Bull à l'offre publique d'Atos compte tenu des engagements d'apport.

11 juin

Atos a annoncé l'acquisition de Cambridge Technology Partners, société parmi les leaders du conseil informatique en Suisse. Avec ses 300 salariés, Cambridge a réalisé un chiffre d'affaires de 40 millions de Francs suisses (€ 35 millions) pour l'exercice 2013. Sur son marché, l'entreprise bénéficie d'une excellente réputation en tant que spécialiste du marketing des données digitales, de la gestion des accès sécuritaires et des lieux de travail, au-delà de ses activités plus traditionnelles de conseil technologique et commercial.

26 juin

Atos a annoncé le succès de l'introduction en bourse sur le marché réglementé Euronext Paris de Worldline, filiale d'Atos SE, une société leader européenne et un acteur mondial de référence dans le secteur des paiements électroniques. Fixée à 16,40 euros par action, la taille de l'Offre est de 575 millions d'euros environ, dont 255 millions d'euros d'actions nouvelles et 320 millions d'euros environ d'actions existantes cédées par Atos SE. Ces chiffres ne comprennent pas ceux qui seront issus de l'option de sur-allocation.

29 juillet

Atos a annoncé ses résultats du premier semestre pour l'exercice clos le 30 juin 2014 et a confirmé tous les objectifs 2014. Le chiffre d'affaires s'est élevé à 4 176 millions d'euros, soit une évolution organique de -1,9% par rapport au premier semestre 2013 à périmètre et taux de change constants. La marge opérationnelle a été de 274,6 millions d'euros, soit 6,6% du chiffre d'affaires, en amélioration de +20 points de base par rapport au premier semestre 2013. Le Groupe a généré 124 millions d'euros de flux de trésorerie disponible au premier semestre. La trésorerie nette a atteint 845 millions d'euros à fin juin 2014 comprenant 628 millions d'euros sous séquestre pour l'acquisition de Bull (et excluant 639 millions d'euros provenant de l'introduction en bourse de Worldline perçus en juillet). Les prises de commande du Groupe ont atteint 4 360 millions d'euros, ce qui représente un ratio prises de commande sur chiffre d'affaires de 104% sur le premier semestre 2014, avec la signature de 500 millions d'euros de nouveaux grands contrats remportés en juin 2014. Le résultat net part du Groupe s'est élevé à 76 millions d'euros.

F LITIGES ET RÉCLAMATIONS

Atos est un groupe international qui opère dans 52 pays. Dans un grand nombre de ces pays, il n'existe aucun litige dans lequel le groupe serait partie. Dans d'autres juridictions, seul un faible nombre de réclamations ont été formulées, ou d'actions impliquant le Groupe. Au regard de sa taille et de son chiffre d'affaires, le niveau de contentieux demeure peu élevé.

Cela résulte en partie de l'incitation à l'auto-assurance, mais aussi de la forte promotion de la qualité des services rendus par le Groupe et de l'intervention d'une Direction de Gestion des Risques entièrement dédiée au suivi des contrats, depuis l'offre commerciale jusqu'à la livraison des services. Ce suivi permet une alerte en amont des problèmes ou litiges potentiels. Tous les litiges et réclamations potentiels sont rapportés, suivis et gérés, de manière appropriée, à chaque stade de leur progression.

Au cours du premier semestre 2014, certains litiges importants du Groupe ont été résolus dans des termes favorables au Groupe.

La Direction Générale considère que des provisions suffisantes ont été constituées.

Le montant total des provisions pour litiges dans les comptes consolidés clos au 30 juin 2014 pour couvrir les litiges et réclamations identifiés, s'élevait à 87,33 millions d'euros (y compris les provisions pour réclamations fiscales et en matière de contributions sociales, mais excluant les litiges en matière de droit social).

F.1 Litiges en matière fiscale et de contributions sociales

Le Groupe est engagé dans un certain nombre de litiges, réclamations et audits habituels en matière fiscale et de contributions sociales. De tels litiges sont généralement résolus par le biais de procédures administratives non contentieuses.

Certaines réclamations en matière fiscale et de contributions sociales sont localisées au Brésil, où Atos est tantôt défendeur tantôt requérant. De tels litiges sont courants pour les sociétés opérant dans cette région. Les procédures sont habituellement longues. Dans d'autres juridictions, ces réclamations sont habituellement réglées par le biais de procédures administratives simples non contentieuses.

Il existe une réclamation significative à l'encontre des autorités fiscales britanniques en vue du remboursement d'une taxe (Stamp Duty) pour un montant de plus de 9 millions d'euros.

Le montant total des provisions pour les litiges en matière fiscale et de contributions sociales, figurant dans les comptes consolidés clos au 30 juin 2014, était de 13,15 millions d'euros.

F.2 Litiges en matière commerciale

Il existe un faible nombre de litiges en matière commerciale.

Quelques réclamations ont été émises à partir de 2006 pour des services prétendument fournis au Groupe dans le passé. Après une investigation poussée, le Groupe a conclu que les réclamations n'étaient pas fondées. Ces réclamations ont donc été rejetées, aucun paiement n'a été effectué par le Groupe, ce qui a donné lieu à plusieurs procédures judiciaires. Ces procédures sont encore pendantes devant les tribunaux.

Le groupe fait l'objet d'un faible nombre de litiges en matière de propriété intellectuelle, de nature spéculative, portant sur des réclamations fortement surévaluées et sans fondement.

Un certain nombre d'importants litiges commerciaux existent dans des juridictions variées que le Groupe a intégrées à la suite de l'acquisition de Siemens IT Solutions ans Services. Certains de ces litiges concernent des actions intentées par le Groupe, et en 2014, un certain nombre d'entre eux ont été résolus avec succès.

Le montant total des provisions pour les litiges en matière commerciale, figurant dans les comptes consolidés clos au 30 juin 2014, était de 74,17 millions d'euros.

F.3 Litiges en matière sociale

Le Groupe emploie plus de 76 000 salariés. Il existe relativement peu de litiges en matière sociale. Dans la plupart des juridictions il n'existe pas ou très peu de litiges. L'Amérique Latine est la seule région où il existe un nombre important de litiges mais ceux-ci sont de faible valeur et habituels pour des sociétés opérant dans cette région.

Le Groupe est partie en qualité de défendeur à quelques litiges en matière sociale, de valeur plus importante au Brésil et au Royaume-Uni. De l'avis du Groupe ces litiges sont pour la plupart dépourvus en tout ou partie de fondement et font l'objet d'une provision adaptée.

Il existe 25 litiges à l'encontre du Groupe dont la demande est supérieure à 200 000 euros. Le montant total des provisions pour ces litiges, figurant dans les comptes consolidés clos au 30 juin 2014, était de 3,06 millions d'euros.

F.4 Garanties de passif

Le Groupe n'est partie qu'à un petit nombre de litiges relatifs à la mise en jeu d'une garantie de passif à la suite d'opérations de cessions / acquisitions.

F.5 Autres

À la connaissance de la Société, il n'existe pas d'autre procédure administrative, gouvernementale, judiciaire ou arbitrale, en cours ou potentielle, susceptible d'avoir ou ayant eu au cours des douze derniers mois des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la Société et/ou du Groupe.

G IMPLANTATION

Siège social

Atos
River Ouest
80, quai Voltaire
95 877 Bezons Cedex
Tel.: +33 1 73 26 00 00

Afrique du Sud

Atos
Woodlands Office Park, Ground
Floor, Building 32
Woodlands Drive, Woodmead
Johannesburg
Tel.: +27 87 310 2867

Allemagne

Atos
Otto-Hahn-Ring 6
D-81379 München
Tel.: +49 211 399 0

Atos Consulting & Technology Services

Bruchstr. 5
D-45883 Gelsenkirchen
Tel.: +49 209 9456 7555

Worldline

Hahnstraße 25
D-60528 Frankfurt/Main
Tel.: +49 69 66 57 10

Andorre

Atos
Doctor Vilanova, 9 Edificio Thais
2ºA
AD-500 Andorra la Vella
Tel.: +376 82 54 47

Arabie Saoudite

Atos
Olayan H.O.
Tower B, 1st level
Al Malaz Area, Al Ehssa Street
P.O.Box. 8772
Riyadh 11492
Tel.: +966 14749000

Argentine

Atos
C1430CRG
Cnel. Manuel Arias 3751, 18th floor
Cdad. Aut. de Buenos Aires
Tel.: +54 11 6315 8800

Worldline

Ruta 8 Km.
18 - Calle 122 N° 4785
ex. Gral. Roca - B1653JUK
Villa Ballester
Tel.: +54 11 5193 5800

Australie

Atos
885 Mountain Highway
Bayswater
Victoria 3153
Tel.: +61 3 9721 6400

Autriche

Atos & Worldline
Siemensstrasse 92
A-1210
Vienna
Tel.: +43 51707 0

Belgique

Atos
Da Vincilaan 5
B-1935 Zaventem
Tel.: +32 2 690 28 00

Worldline

Chaussée de Haecht 1442
Haachtsesteenweg
1130 Brussels
Tel.: +32 2 727 61 11

Brésil

Atos
Rua Werner Siemens 111
05069-900 Sao Paulo, SP
Tel.: +55 11 3550 2000

Bulgarie

Atos
Serdika Offices
48, Sitnyakovo Blvd.
1505 Sofia
Tel.: +359 2 402 23 00

Canada

Atos
6375 Shawson Drive
Mississauga, ON L5T 1S7
Tel.: +905 461 3535

Chili

Atos & Worldline
Av. Providencia 1760 - Piso 17 -
Oficina 1702
7500498 Santiago de Chile
Tel.: +56 2 477 1313

Chine

Atos & Worldline
Building B
No.7, Wangjing Zhonghuan Nan
Rd, Chaoyang District
Beijing 100102, PRC
Tel.: +86 10 6911 5888

Colombie

Atos
Autopista Norte N° 108-27, Of.
1505 Torre 2
Edificio Paralelo
Bogota
Tel.: +57 1 519 0233

Croatie

Atos
Heinzelova 69
10000 Zagreb
Tel.: +385 1 286 7000

Danemark

Atos
Dybendalsvaenget 3
2630 Tasstrup
Tel.: +45 4331 1400

Egypte

Atos
50 Abbass El Akkad Street
Nasr City
11757 Cairo
Tel.: +202 26708806

Emirats Arabes Unis

Atos
The Galleries, Level 2, Building 2,
Downtown Jebel Ali
Sheikh Zayed Rd
PO Box500437
Dubai
Tel.: +9714 4402300

Espagne

Atos & Worldline
Albarracín, 25
28037 Madrid
Tel.: +34 91 440 8800

Atos Consulting & Technology Services

Albasanz 16, 4ª planta
28037 Madrid
Tel.: +34 91 214 9500

Estonie

Atos
Väike-Paala 1
11415 Tallinn
Tel.: +372 6 308 649

Etats Unis

Atos
2500 Westchester Avenue
Purchase, NY 10577
Tel.: +1 914 881 300

Finlande

Atos
Kalkkipellontie 6
02650 Espoo
Tel.: +358 10 688 5000

France

Worldline
River Ouest
80, quai Voltaire
95 877 Bezons Cedex
Tel.: +33 1 34 34 95 95

Atos Worldgrid

28 rue Gustave Eiffel
38027 Grenoble Cedex 1
Tel.: +33 4 38 12 50 00

Atos Consulting & Technology Services

River Ouest
80, quai Voltaire
95 877 Bezons Cedex
Tel.: +33 1 73 26 00 00

Hong Kong
Atos & Worldline
8/F, Octa Tower
8 Lam Chak Street
Kowloon Bay
Tel.: +852 2280 6008

Hongrie
Atos
Gizella ut 51-57
H-1143 Budapest
Tel.: +36 30 743 0

Inde
Atos
Prism Towers, "A" wing, 6th Floor,
Mindspace Ob
Link Road, Goregaon West
Mumbai, 400 062
Tel.: +91 22 66 45 25 00

Worldline
701, Interface 11
Malad (West)
Mumbai, 400 064
Tel.: +91 22 40 42 40 00

Indonésie
Worldline
Wisma Keiai Prince, #1707
JI. Jend. Sudirman Kav.3
Jakarta 10220
Tel.: +62 21 572 4373

Italie
Atos
Via Vipiteno, 4
20128 Milano
Tel.: +39 02 2431

Irlande
Atos
Fitzwilliam Court
Leeson Close, Dublin 2
Tel.: +353 1 216 2000

Japon
Atos
Level 20, Shinjuku Park Tower
3-7-1 Nishi-Shinjuku, Shinjuku-ku
Tokyo 163-1020
Tel.: +81 3 3344 6631

Luxembourg
Atos
Rue Nicolas Bové 2a
L-1253 Luxembourg
Tel.: +352 31 36 37 1

Malaisie
Atos
Suite F01, 1st Floor
2310 Century Square, Jalan
Usahawan
63000 Cyberjaya - Selangor
Tel.: +60 3 8316 0288

Worldline
Suite19.01 Level 19
Centrepoint South Mid Valley City
Lingkaram Syed Putra
59200 Kuala Lumpur
Tel.: +603 2084 5418

Maroc
Atos
Casablanca Nearshore Park –
Shore 7
1100, boulevard El Qods -
Quartier Sidi, Maârouf
Casablanca
Tel.: +212 (0)5 29 04 45 29

Mexique
Atos
Corporativo Santa Fe
Av. Santa Fe No. 505 piso 9
Col. Santa Cruz Manca Santa Fe
Deleg. Cuajimalpa de Morelos
05349, Mexico, D.F.
Tel.: +52 55 5081 4600

Nouvelle-Zélande
Atos
Level 1
326 Lambton
Wellington, 6011
Tel.: +64 4 978 1745

Pays-Bas
**Atos, Atos Consulting &
Technology Services**
Papendorpseweg 93
3528 BJ Utrecht
Tel.: +31 (0) 88 265 5555

Worldline
Wolweverstraat 18
2924 CD Ridderkerk
Tel.: +31 180 442 442

Philippines
Atos
23/F Cyber One Building
11 Eastwood Ave., Bagumbayan,
Quezon City, 1110
Tel.: +63 2 982 9600

Pologne
Atos
Ul. Postępu 18
02-676 Warsaw
Tel.: +48 22 444 65 00

Portugal
Atos
Edifício Europa
Av. José Malhoa, 16, 7.º andar B2
1070-159 Lisboa
Tel.: + (351) 21 097 14 00

Qatar
Atos
3rd Floor, QFIB Building, Suhaim
Bin Hamad Street
Al Sadd Area, Zone #38, Building
no. 89858, P.O.Box. 202378
Doha
Tel.: +974 444 78183

République Tchèque
Atos
Doudlebska 1699/5
140 00 Prague
Tel.: +420 233 034 211

Royaume-Uni
Atos & Worldline
4 Triton Square
Regent's Place
London NW1 3HG
Tel.: +44 20 7830 4444

Roumanie
Atos
Strada Preciziei, N24, Corp H3
Bucharest 062204
Tel.: +40 21 3058603

Russie
Atos
1st Kozhevnikhesky per., 6/1
115114 Moscow
Tel.: +7 495 7372599

Serbie
Atos
Pariske komune 22
11070 Belgrade
Tel.: +381 11 3012200

Singapour
Atos & Worldline
620A Lorong 1 Toa Payoh
TP4 Building Level 5
Singapore 319762
Tel.: +65 6496 3888

Slovaquie
Atos
Einsteinova 11
851 01 Bratislava
Tel.: +421 2 68526801

Suède
Atos
Johanneslundsvägen 12-14
19487 Upplands Väsby
Tel.: +46 87306500

Suisse
Atos
Freilagerstrasse 28
8047 Zürich
Tel.: +41 58 702 11 11

Taiwan
Atos & Worldline
5FNo.100, Sec 3
Min Sheng East Road
Taipei 10596
Tel.: +886 2 2514 2500

Thaïlande
Atos
2922/339 Charn Issara Tower II,
36th floor
New Petchaburi Road, Bangkok,
Huaykwang
10310 Bangkok
Tel.: +66 2787-9000

Turquie
Atos
Yakacik Cad. No: 111
43870 Kartal Istanbul
Tel.: +90 216 459 20 10

H TABLE DES MATIÈRES DÉTAILLÉE

Sommaire.....	2
A Personnes responsables	3
A.1 Responsable de l'Actualisation du Document de Référence	3
A.2 Attestation du responsable de l'Actualisation du Document de Référence	3
A.3 Responsables du contrôle des comptes	4
B Atos au premier semestre 2014.....	5
C Finance	7
C.1 Revue opérationnelle	7
C.1.1 Synthèse.....	7
C.1.2 Réconciliation du chiffre d'affaires et de la marge opérationnelle à périmètre et taux de change constant	9
C.1.2.1 Chiffre d'affaires.....	9
C.1.2.2 Marge opérationnelle.....	10
C.1.3 Evolution du profil de chiffre d'affaires	11
C.1.4 Performance par Ligne de Services	12
C.1.4.1 Infogérance	12
C.1.4.2 Consulting & Intégration de Systèmes.....	13
C.1.4.3 Worldline.....	14
C.1.5 Performance par entité opérationnelle.....	15
C.1.5.1 Royaume-Uni & Irlande	15
C.1.5.2 Allemagne	16
C.1.5.3 Benelux & Pays Nordiques	16
C.1.5.4 France.....	17
C.1.5.5 Europe Centrale & de l'Est	17
C.1.5.6 Amérique du Nord	17
C.1.5.7 Zone Ibérique	18
C.1.5.8 Autres entités opérationnelles	18
C.1.5.9 Coûts des structures globales.....	18
C.1.6 Chiffre d'affaires par marché.....	19
C.1.6.1 Industrie, Distribution & Transport.....	19
C.1.6.2 Public & Santé.....	19
C.1.6.3 Télécoms, Médias & Services aux collectivités	19
C.1.6.4 Services Financiers	20
C.1.7 Prises de commande.....	20
C.1.7.1 Prises de commande et ratio de prises de commande.....	20
C.1.7.2 Carnet de commandes total	21
C.1.7.3 Propositions commerciales.....	21

C.1.8	Gestion des Ressources Humaines	22
C.1.8.1	Evolution de l'effectif.....	22
C.1.8.2	Variation de périmètre	22
C.1.8.3	Recrutements.....	22
C.1.8.4	Départs	23
C.1.8.5	Restructurations et licenciements	23
C.1.8.6	Sous-traitants externes	23
C.2	Objectifs 2014	24
C.3	Revue financière	25
C.3.1	Etat du résultat global.....	25
C.3.1.1	Marge opérationnelle.....	25
C.3.1.2	Autres produits et charges opérationnels	25
C.3.1.3	Résultat financier.....	26
C.3.1.4	Impôt.....	26
C.3.1.5	Participations ne donnant pas le contrôle	26
C.3.1.6	Résultat net normalisé	27
C.3.1.7	Résultat net par action (RNPA) semestriel.....	27
C.3.2	Tableau de flux de trésorerie et trésorerie nette	28
C.3.3	Résultats de la société mère	30
C.4	Etats financiers consolidés résumés semestriels	31
C.4.1	Compte de résultat consolidé semestriel.....	31
C.4.2	Etat du résultat global semestriel	32
C.4.3	Etats consolidés semestriels de la situation financière	33
C.4.4	Tableau de flux de trésorerie consolidé semestriel	34
C.4.5	Variation semestrielle des capitaux propres consolidés	35
C.4.6	Annexes aux états financiers consolidés résumés semestriels.....	36
C.4.6.1	Base de préparation.....	36
C.4.6.2	Principes comptables significatifs	37
C.4.6.3	Annexes aux états financiers consolidés résumés semestriels.....	37
C.5	Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle pour la période du 1er janvier au 30 juin 2014.....	52
D	Gouvernance d'Entreprise.....	53
D.1	Renouvellement et nomination d'administrateurs	53
D.2	Composition du Conseil d'Administration	53
D.3	Rémunération et actionnariat des dirigeants	53
D.3.1	Plan d'attribution d'actions de performance décidé le 28 juillet 2014.....	53
D.3.2	Actions de performance devenues disponibles depuis le 1er janvier 2014 pour le Président Directeur Général - Tableau AMF n°7	55
D.3.3	Options de souscription ou d'achat d'actions levées depuis le 1er janvier 2014 par le Président Directeur Général - Tableau AMF n°5	56

E	Evolution du capital	57
E.1	Informations de base.....	57
E.1.1	Transactions des titres (Euronext)	57
E.1.2	Evolution du flottant	58
E.2	Dividendes	58
E.3	Calendrier financier	58
E.4	Contacts	58
E.5	Capital.....	59
E.5.1	Capital au 30 juin 2014.....	59
E.5.2	Pacte d'actionnaires.....	59
E.5.3	Auto-détention.....	59
E.5.3.1	Le cadre juridique.....	59
E.5.3.2	L'auto-détention	60
E.5.4	Effet potentiel futur sur le capital	61
E.5.4.1	Actions potentielles.....	61
E.5.4.2	Autorisations en cours portant sur des actions et autres valeurs mobilières.....	62
E.5.5	Principaux événements boursiers du premier semestre 2014 et post-clôture.....	63
F	Litiges et réclamations	65
F.1	Litiges en matière fiscale et de contributions sociales.....	65
F.2	Litiges en matière commerciale.....	65
F.3	Litiges en matière sociale	66
F.4	Garanties de passif.....	66
F.5	Autres	66
G	Implantation	67
H	Table des matières détaillée.....	69